



**Grand-Duché de Luxembourg
Ministère d'Etat**

Bulletin de documentation

**Service Information et Presse
Luxembourg, 3, rue de la Congrégation**

1975

Monsieur Gaston Thorn

Président de l'Assemblée Générale de l'ONU

Le 16 septembre 1975, Monsieur Gaston Thorn, Président du Gouvernement luxembourgeois, Ministre des Affaires Etrangères, a été élu par 135 voix sur 137 Président de la trentième session de l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York.

Son prédécesseur était le Ministre algérien des Affaires Etrangères, Monsieur Abdelaziz Bouteflika.

Le nouveau président a été longuement acclamé après son élection lorsqu'il fut accompagné à son

fauteuil présidentiel. Monsieur Gaston Thorn a aussitôt prononcé un long discours dans lequel il a passé en revue les grands problèmes internationaux.

Nous reproduisons ci-après le texte de l'allocution prononcée par Monsieur Gaston Thorn en sa qualité de Président de l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies :

Allocution de Monsieur Gaston Thorn, Président de l'Assemblée Générale de l'ONU

Ce n'est pas sans une réelle émotion que j'ai suivi le Chef du Protocole lorsqu'il m'a conduit, à l'instant même, à cette tribune. Vous venez, pour la trentième fois, de choisir parmi vous celui auquel vous avez décidé de confier la responsabilité de diriger les débats importants que vous aurez dans les mois à venir. Il me tient à cœur de vous en exprimer ma vive et profonde reconnaissance. Je considère mon élection et la confiance dont elle témoigne avant tout comme un hommage rendu au pays que j'ai l'honneur de représenter, et qui, dans sa politique étrangère a toujours œuvré en faveur d'une meilleure entente entre toutes les nations; un hommage rendu aussi à un pays qui, dès la fondation de notre Organisation, y a plaidé pour la conciliation et pour la coopération.

Je tiens à associer à cet hommage le groupe de pays membres avec lequel le Luxembourg entretient et développe des liens tout particuliers d'affinité politique, voire d'intégration, et qui ont proposé ma candidature.

Mes pensées remplies d'admiration vont ensuite vers les grands hommes d'Etat qui m'ont précédé dans ces hautes fonctions et qui tous ont su gagner des mérites considérables pour le bien de notre Organisation mondiale. Je pense tout particulièrement à mon prédécesseur immédiat, le Ministre algérien des affaires étrangères, mon grand ami, le Président Bouteflika. La façon dont, dans des circonstances certes souvent difficiles, il a présidé tant la vingt-neuvième session ordinaire que la récente septième session extraordinaire de notre Assemblée générale a été particulièrement remarquable.

Je m'efforcerai, quant à moi, de m'inspirer des meilleurs exemples donnés par tous ceux qui, avant moi, ont occupé ce siège.

Je suis rassuré de savoir que, dans nos travaux, nous pourrons compter sur l'appui total et sur le dévouement désintéressé et incessant du Secrétaire général et de tous ses collaborateurs. Ils nous apporteront le bénéfice de l'immense capital de sagesse et d'expérience des relations internationales qu'ils ont accumulé au cours de toutes ces années.

La responsabilité qui m'incombe en vertu de votre choix est éminente — j'en suis conscient — et je m'efforcerai de me montrer digne de la grande confiance que vous avez bien voulu m'accorder. Mon vœu le plus fervent est de faire tout mon possible afin que cette Assemblée jubilaire aboutisse à des résultats effectifs pour le bien de toute l'humanité. Il va sans dire que cette tâche difficile dépasse très largement les pouvoirs d'une seule personne ou même d'un groupe de personnes, et il est clair que nous ne pouvons réaliser des progrès véritables que par une collaboration efficace de toutes les délégations.

Il y a trente années maintenant depuis que l'Organisation des Nations Unies a été créée à la suite du cataclysme de la deuxième guerre mondiale. Notre Secrétaire général, M. Kurt Waldheim, a très lucidement, dans son rapport, fait le point des modifications remarquables intervenues au cours des trois dernières décennies. Je partage, quant à moi, pleinement sa constatation que :

« L'évolution du monde de l'après-guerre — et notamment l'apparition des armes nucléaires, les conclusions des pactes militaires régionaux, l'accélération du processus de décolonisation, les progrès extraordinaires des sciences appliquées et de la technique, l'accroissement impressionnant de la population et l'accession à l'indépendance d'un grand nombre de pays en voie de développement

— a créé au cours de ces trente dernières années une structure géopolitique nouvelle. De ce fait, les fondements du pouvoir, tant politique qu'économique, dans le monde pris dans son ensemble, se sont radicalement transformés, et ce d'une manière qu'il était impossible de prévoir à San Francisco. »

Les Nations Unies ont su contribuer, et cela souvent puissamment, aux développements que je viens de citer. Voilà un succès que l'on a trop tendance à oublier. Nous avons pu en effet vérifier ainsi que les objectifs de notre Organisation répondent aux aspirations du nombre croissant des Etats Membres, que ses règles fondamentales sont saines et ses structures suffisamment flexibles pour pouvoir s'adapter aux exigences nouvelles.

Le lent mais constant cheminement vers l'universalité a sans doute été le développement le plus impressionnant et le plus satisfaisant de cette période. Nous étions, ou nous n'étions qu'une cinquantaine de membres fondateurs en 1945. Si vous en décidez ainsi, nous serons dans quelques instants plus de 140 Etats Membres représentant dans cette salle plus de 95% de la population terrestre.

Cette évolution essentielle, je le souligne, n'est pas due au hasard. Elle répond à une volonté politique déterminée. Il faudra tout faire, tout, pour la parachever, tout éviter qui puisse la remettre en cause.

Nous savons que nous ne partageons pas tous une même conception de la vie politique, que nos luttes idéologiques sèment hélas encore trop souvent la méfiance, que nos intérêts économiques, bien qu'interdépendants, sont souvent divergents, que trop de disparités rendent encore la compréhension difficile; et pourtant c'est ici, dans cette salle, que nous nous retrouvons tous, que nous devons nous retrouver tous, pour exposer nos différends, explorer leurs motivations, rechercher si possible leurs solutions. Car il y a, au-delà de tout ce qui peut nous séparer, des fins communes, des objectifs communs auxquels nous avons tous promis d'adhérer et que notre Charte énonce en son article premier dans un ordre qu'il vaut la peine, en ce trentième anniversaire, de rap-peler.

Nous nous sommes en effet solennellement engagés à « maintenir la paix et la sécurité internationales », à « développer entre les nations des relations amicales » et à « réaliser la coopération internationale ».

Maintenir la paix et la sécurité internationales : c'est une condition nécessaire à tout progrès. Les guerres, qu'elles soient ouvertes ou larvées, consomment toujours des vies, des ressources et des énergies. Elles sont toujours destructrices.

L'Organisation des Nations Unies a, à différentes reprises, joué un rôle important pour le maintien de la paix dans le monde. Je pense tout particulièrement au Proche-Orient et à Chypre. Il est vrai que le succès n'est pas total, reconnaissons-le, puisque les conflits sont loin d'être résolus.

Ainsi le problème du Moyen-Orient reste malheureusement l'un des points permanents de notre ordre

du jour. Je me réjouis toutefois que, grâce aux efforts conjugués déployés, sous la médiation du Secrétaire d'Etat Henry Kissinger, par les dirigeants de l'Egypte et d'Israël, des progrès importants aient été tout récemment réalisés par la conclusion de nouveaux accords de désarmement. Ils ne concernent encore que des aspects très partiels de ce conflit. C'est mon vœu cependant le plus sincère que notre assemblée, sans bien entendu porter atteinte aux prérogatives statutaires du Conseil de sécurité, puisse contribuer à une solution pacifique et durable. Une telle solution ne pourra reposer, nous le savons tous, que sur le respect des droits des Palestiniens et du droit de tous les Etats de la région à vivre en paix dans des frontières sûres et reconnues. Que le dialogue entre toutes les parties concernées que permet maintenant cette assemblée serve à rapprocher les points de vue sur ces deux aspects de la question, tel est mon souhait.

Quant au problème de Chypre, l'Organisation des Nations Unies est présente sur le terrain et prend une part particulièrement active à un règlement grâce aux bons offices du Secrétaire général, sous l'égide duquel se déroulent les négociations intercommunautaires. Je voudrais, de cette tribune, remercier M. Kurt Waldheim pour le dévouement dont il fait preuve et l'encourager dans la tâche difficile qui l'attend encore. Je suis sûr que l'Assemblée tout entière fera tout ce qui est en son pouvoir pour lui apporter son soutien sans réserves. Il est particulièrement important que les pauses qui s'avèrent parfois inévitables dans les négociations ne crispent cependant pas les attitudes, mais qu'au contraire elles soient soumises à profit pour clarifier les positions et pour préparer sérieusement les prochaines étapes qui doivent mener sans trop de délais à une solution pacifique.

En attendant, la présence d'une force internationale sur le terrain, dans les deux cas, est d'une utilité incontestable et incontestée, parce qu'elle sépare les belligérants, ne fût-ce que par un cordon très mince, et qu'elle assure un minimum de contrôle sur l'observation des accords conclus.

Le succès de ces missions de paix est trop souvent méconnu de par le monde. Or toute vie humaine est précieuse et toute guerre terminée ou endiguée est un progrès dans la difficile lutte de l'humanité pour assurer à tous une vie digne d'être vécue.

Je regrette que le Conseil de sécurité n'ait jamais pu mettre sur pied une véritable force internationale, disponible en cas de besoin, comme le prévoit l'Article 43 de la Charte. Des solutions pragmatiques peuvent certes et heureusement être trouvées, mais je me demande comment l'Organisation des Nations Unies pourrait jouer ce rôle si les différents Etats concernés par ces conflits n'étaient pas Membres à part entière de notre organisation, si, en particulier, leur présence parmi nous dans cette assemblée ne conférerait pas aux forces internationales l'indispensable caution morale.

La paix doit en effet être complétée par la sécurité, c'est-à-dire avant tout la confiance réciproque dans nos intentions à moyen, voire même à long terme, afin que les inévitables évolutions politiques, les pressants ajustements sociaux, la difficile restructuration

économique puissent se faire dans le calme et dans la sérénité, et non pas dans la violence et dans le désordre.

Si nous voulons rechercher vraiment le règlement des problèmes politiques par des moyens pacifiques, alors ne perdons pas l'espoir que la participation de tous à nos débats ne soit un jour vraiment fructueuse.

Il y a, bien sûr, un autre test encore pour nos intentions pacifiques : le désarmement. Je dois malheureusement constater que notre organisation ne peut faire état d'aucun progrès réel dans ce domaine. Je me rends bien compte de la complexité du problème : modalités, contrôle, domaines d'application, et j'en passe. Il est vrai qu'une méfiance qui n'est pas toujours dénuée de fondement, que la rivalité persistante des idéologies et l'agressive impatience de beaucoup d'aspirations ne sont pas faites pour convaincre les Etats qu'ils pourront dorénavant se passer des moyens d'assurer leur propre sécurité. Il n'en reste pas moins qu'il y a quelque chose de décevant à voir se multiplier les armements, à voir tant de ressources et tant d'énergie dépensées à accumuler et à perfectionner des systèmes de destruction.

C'est pourquoi la Charte nous engage à développer entre nous des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes.

Il n'y a qu'à jeter un regard sur cette salle pour se rendre compte que toute l'humanité y est représentée avec ses convictions, avec ses contradictions, mais aussi avec ses espérances.

En nous retrouvant ici plus de trois mois par an, en nouant entre nous des relations ne fussent-elles que formelles, en discutant, nous apprenons à mieux nous connaître. Même dans la critique la plus virulente, même dans la condamnation, cette humanité que nous représentons se cherche. Elle ne peut en tout cas plus s'ignorer. Elle finira peut-être par se trouver et par se réconcilier.

Que cette assemblée ait pu devenir ainsi peu à peu un instrument de dialogue universel est dû avant tout au succès de l'œuvre de décolonisation accomplie par l'Organisation des Nations Unies et par ses Membres — œuvre qui reste cependant, hélas, inachevée.

Nous devons constater cette année encore que des situations tout à fait intolérables persistent en Afrique australe. Il importe que les Nations Unies poursuivent vigoureusement leur action afin que là aussi les droits élémentaires des hommes et des peuples finissent par être assurés. L'Assemblée générale a toujours exprimé avec beaucoup de force sa volonté de voir appliquer dans cette région aussi le droit à l'autodétermination. Peut-on espérer que les indices encore fragiles de progrès que l'on détecte ces derniers mois se confirment, prennent de l'ampleur et que le mouvement ainsi amorcé aboutisse, dans un délai raisonnable, au résultat escompté ? Il serait en tout cas bon que les autorités qui détiennent encore les clés de la situation fassent, dans leur propre intérêt, les concessions nécessaires.

J'espère ne pas me tromper en soulignant ces aspects positifs, ne pas être trop optimiste en osant

croire que la deuxième génération de l'Organisation des Nations Unies pourra être celle de la conciliation — une ère où, la vulnérabilité de chacun et l'interdépendance de tous, sur le plan de la sécurité comme sur celui du développement économique et social, ayant été amplement démontrées tout comme l'inanité de la confrontation, les Etats s'efforceront résolument de réaliser, comme le leur demande la Charte, la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux.

Notre organisation, dès sa création, a fait un effort particulier de coopération dans le domaine des droits de l'homme. Ce fut d'abord l'ambitieuse Déclaration universelle des droits de l'homme, suivie plus tard par des Pactes relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels ainsi qu'aux droits civils et politiques. La Déclaration n'a, hélas, aucun caractère contraignant. Quant aux Pactes, ils n'ont pas encore recueilli le nombre d'adhésions suffisant pour entrer en vigueur, faut-il le rappeler ? Leurs dispositions sont souvent jugées trop timides. Même si un certain nombre de pays, comme le mien par exemple, adhèrent à un système régional efficace de contrôle de l'application des droits de l'homme, beaucoup reste donc encore à faire sur ce plan pour notre organisation et pour ceux qui souscrivent à ses principes. Nos citoyens se rendent d'ailleurs bien compte, dans leur vie journalière, que dans ce domaine ce qui importe, c'est bien moins les textes que le comportement effectif des Etats.

Un aspect particulier des droits de la personne humaine, à savoir le rôle et le statut de la femme dans la société, a fait l'objet cette année d'une grande conférence mondiale qui s'est tenue à Mexico il y a quelques mois. Il appartiendra à vous, à cette assemblée, de donner l'impulsion nécessaire pour que ses résultats se traduisent rapidement en réalité.

En ce qui concerne la coopération internationale dans le domaine économique, elle a été plus lente à démarrer et les objectifs de la Stratégie internationale du développement sont loin d'être atteints.

Plus de la moitié des habitants de notre globe vivent toujours dans l'indigence et des millions d'êtres humains restent condamnés à la pauvreté absolue. En dépit du fait que la production alimentaire mondiale va en augmentant, l'équilibre entre une offre encore dangereusement sujette à des fluctuations climatiques et une demande continuellement gonflée par l'accroissement de la population mondiale demeure des plus précaires, il faut s'en souvenir.

Après une période peut-être trop longue de stabilité, la flambée des prix pétroliers, commencée voici deux ans à peine, a porté un coup à l'expansion de l'économie mondiale. Parallèlement, et sans vouloir analyser ici ni la portée ni la diversité des causes, je dois constater que l'inflation a pris, dans tous les pays, des allures inquiétantes.

Les perturbations continues du système monétaire international ajoutent encore un facteur supplémentaire d'insécurité. La baisse de la demande globale et le ralentissement consécutif de la production ont engendré un accroissement massif du chômage.

Conséquence de l'interdépendance des économies nationales, ce sont hélas les pays en voie de développement non producteurs de pétrole qui — confrontés à une diminution de leurs recettes d'exportations souvent basées sur un seul ou quelques produits — subissent tout le poids et souffrent le plus du ralentissement de l'activité économique dans le monde.

Le bilan de la situation ainsi dressé est peu encourageant et ne prête guère à optimisme.

Pourtant, depuis de nombreuses années, des efforts considérables ont été entrepris pour remédier à un état de chose aussi peu satisfaisant : à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, à la Conférence mondiale de l'alimentation, à la deuxième Conférence générale de l'ONUDI, pour ne citer que celles-là.

Enfin, après de longues semaines remplies de débats passionnants et de négociations marqués par l'ardeur et la ténacité de ses acteurs, la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, consacrée au développement et à la coopération économique internationale, vient de se terminer. Au cours de cette session, les données de l'économie mondiale ont été soumises à un réexamen que je qualifierais de fondamental.

L'idée d'une transformation profonde et nécessaire des structures économiques internationales vient d'être concrétisée par un engagement politique hautement important portant sur un ensemble cohérent d'orientations et d'actions. Celles-ci ouvrent enfin la voie à un partage plus équitable de la richesse mondiale et annoncent un rééquilibrage des intérêts entre pays industrialisés et pays en voie de développement, en faveur de ces derniers.

L'Organisation des Nations Unies met ainsi une fois de plus en évidence sa capacité d'adaptation à des défis d'une dimension jusqu'ici inconnue.

Le climat constructif dans lequel les négociations se sont déroulées constitue certes une victoire de l'esprit de conciliation et de coopération internationale. Il a été engendré d'une part par la volonté politique nouvelle et, d'autre part, par une intelligence plus claire, par une acceptation plus inconditionnelle de l'interdépendance économique entre tous les États.

Tous les pays participants ont par un mérite égal et par un effort unique — parfois même inattendu — contribué à la réussite de cette septième session extraordinaire.

Après la Convention de Lomé signée en début d'année avec 46 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, après l'ouverture du dialogue euro-arabe, la Communauté économique européenne a trouvé ici une nouvelle occasion pour confirmer sa vocation et sa volonté à la coopération avec les pays du tiers monde.

Dans ce contexte, j'ai été tout particulièrement heureux d'apprendre que le Président de la République française, M. Valéry Giscard d'Estaing, a pris l'initiative de convoquer à Paris, le 15 octobre au plus tard, une nouvelle réunion préparatoire à la Conférence entre pays industrialisés et pays en voie de développement.

Quant au groupe des 77, qui a été à l'origine du concept du nouvel ordre économique international, qui en a assuré la promotion avec détermination et conviction, il a, par la maturité et le sens des responsabilités dont il vient de faire preuve, pu s'affirmer comme force nouvelle, comme facteur de progrès et de paix dévoué à la cause du développement.

La trentième session de l'Assemblée générale aura comme tâche difficile de maintenir sinon d'amplifier la dynamique de la solidarité transnationale, de renforcer le mouvement de justice entre les nations, afin que l'œuvre commencée à la septième session extraordinaire se traduise dans la réalité par des actions concrètes et tangibles profitant à tous les pays en voie de développement — et notamment au moins avancés.

La stratégie du développement doit être vue globalement. Elle ne saurait être réduite à une redéfinition des relations économiques interétatiques aussi fondamentale soit-elle. Pour être réellement efficace, l'action économique mondiale appelle des mesures parallèles indispensables à plusieurs niveaux.

Au niveau international d'abord, elle doit être complétée par des efforts urgents et soutenus pour enrayer et contrôler l'explosion démographique dans les régions du monde où elle prend une allure particulièrement dramatique. Grâce aussi à des initiatives particulières au cours du présent exercice, l'amélioration des conditions d'environnement et d'habitat doit contribuer de façon substantielle à rehausser le niveau de vie de nos populations.

D'autre part, au niveau national, des changements profonds et souvent radicaux sont à promouvoir pour assurer une redistribution plus juste de la richesse. La réforme des structures sociales, l'expansion de l'élargissement du développement rural, la mise en œuvre de programmes d'action pour combattre la pauvreté et le sous-emploi, comptent parmi les décisions requérant une priorité absolue.

Tous ces problèmes que je n'ai guère pu qu'énumérer, toutes ces activités que j'ai tout au plus esquissées, s'articulent finalement autour de cet objectif essentiel qui est, je l'ai déjà dit, de permettre aux hommes vivant sur cette terre de vivre mieux, de vivre plus dignement, et aussi, ne l'oublions pas, plus librement. Nous n'y arriverons que par la coopération de tous nos peuples. Cette coopération exige que règnent entre les États la confiance, la paix et la sécurité.

Ainsi donc, ce discours redevient celui de la Charte. J'ai rappelé certaines de ses dispositions, fait allusion à d'autres. J'ai surtout et avant tout voulu démontrer que s'il y a eu des échecs, que si les succès n'ont souvent été que partiels, si la tâche à accomplir reste immense, nous avons pu trouver au cours des trente dernières années, dans nos textes de base, une inspiration constante et des lignes directrices efficaces.

Il ne faudrait donc pas qu'un travail quotidien astreignant et souvent fastidieux nous fasse l'oublier. Tous les États Membres ont donné librement et en pleine connaissance de cause leur adhésion à la Charte. C'est elle qui devra continuer à guider notre action, la vôtre comme la mienne. Ce n'est qu'ainsi

que cette Organisation, et plus spécialement son Assemblée générale, peuvent vraiment devenir « un centre où s'harmonisent les efforts des nations vers des fins communes ».

Voilà en tout cas, et j'en suis intimement convaincu, ce qu'attendent de nous tous les peuples de la terre, dont les yeux seront tournés vers nous dans les jours et dans les semaines qui viennent. Je vous invite à faire tout notre possible pour ne pas décevoir les immenses espoirs qui sont placés dans nos travaux. J'y suis pour ma part résolu.

*

La presse internationale a consacré un écho important tant au Grand-Duché qu'à son Président du Gouvernement à l'occasion de son élection au poste de Président de l'Assemblée Générale de l'ONU.

Nous reproduisons ci-après à titre de documentation plusieurs articles ou des extraits de la presse étrangère :

« The Times »

Le journal « The Times » du 7 juillet 1975 a consacré sous la rubrique « Times Profil » l'article suivant de Charles Hargrove à Monsieur Gaston Thorn :

It is comforting in an age of superpowers and nuclear weaponry that size is not the only criterion of influence; and that a statesman's standing in world counsels is not measured entirely in terms of the number of square kilometers of his national base.

It is truer now than it was barely fifty years ago, when, as M. Gaston Thorn, the Prime Minister of Luxembourg, once reminded his country's diminutive Parliament of 59 members (which has the intimacy of the assembly room of a learned society) it was « in the humiliating situation where the Luxembourg representatives did not succeed in being received even by officials of the Foreign Ministries of neighbouring countries when they came to discuss with them problems which involved its very existence ».

M. Thorn, who is expected to become President of the UN General Assembly next autumn, and will chair the Council of Ministers of the European Community for the second time from January 1976, is a statesman of international stature working from a home base the size of Dorset. Which explains why, on an average of three days a week, he is abroad. But abroad in Luxembourg is literally next door — which does not prevent some of his fellow countrymen from resenting what they regard as his preoccupation with world problems and his lack of interest for domestic ones. It is a delicate point, and he tries so far as he can, when he is at home, not to offend their susceptibilities by « cutting » debates in Parliament. In fact, when I went to see him, he apologetically broke off our conversation to dash over to Parliament to answer unscheduled questions of distinctly local interest.

If next door is abroad, the local politics of Luxembourg is also Europe. For having overlooked this truism in the past, Luxembourg found that questions involving its very existence were decided without its

being consulted. As recently as 30 years ago, its independence, painfully secured in 1867, was threatened. « I draw from it the lesson », M. Thorn emphasized, « that a little country, more than another, needs to participate (in international discussions) in a loyal and effective manner; and can, less than another, disown its obligations and withdraw from its responsibilities ».

In Luxembourg, a senior diplomat once told me, politicians are by the very force of things, immediately propelled on to the international scene, where in a larger country, they can easily confine themselves to national affairs. « I want to be objective and therefore modest », M. Thorn told me the other day. « We glory in the fact that we are more internationally and European minded than others. But it is easier for us than for them. A small country like ours is, in any case, conditioned by the policies of its bigger neighbours, and we endured them through the centuries without having any say in them. Today, in the Community, we have a share in them. We are all equal — some are more equal than others, and we have a little more influence on European events than we ever had before. Therefore it is for reasons of national interest that we are international. After being invaded by the French, the Austrians, the Germans, we learnt that, for Luxembourg to save itself, its neighbours had to live in peace with one another. It is the Community framework that gives us this guarantee. And being an exporting country without a domestic market, it is the Community that gave us this domestic market. »

M. Thorn is a typical product of this international vocation of Luxembourg. He was born there only 46 years ago (he is so used to being the youngest of European statesmen that he was quite surprised a few weeks ago — when M. Chirac, the French Prime Minister, came on an official visit — to be faced with a competitor who was only 42) but brought up in France, where his father was an engineer on the railways. The family returned to the Grand Duchy at the outbreak of war. The father, a confirmed Liberal, was arrested for resisting the « Germanization » imposed by Hitler on a country he regarded as historically an intrinsic part of the German empire. The son was hauled off to Germany in 1943 to do a spell of « corrective » training, for having organized a demonstration by the boys of his school against compulsory anti-aircraft drill. After the war, he studied at Montpellier, Lausanne and Paris, read law, and became President of the World Student Conference.

Politics, he once explained, is in the blood with his family, which has lived in Luxembourg for five centuries. At the beginning of this one, a Thorn was president of the Liberal Party his nephew later became president of the Christian Democratic Party, and still later a cousin was president of the Social Democratic Party. He sometimes regrets, perhaps a trifle disingenuously, not being an ordinary MP which, he says, corresponds better to his lawyer's temperament than ministerial office.

The fact remains that, after becoming a Member of Parliament at 31, Minister for Foreign Affairs at

41, and Prime Minister at 45, M. Thorn is now the veteran at the Council of Ministers of the European Community. During the six months of his first Presidency in 1971, he worked indefatigably to reconcile conflicting interests and smooth the ruffled pride of his country's bigger and more powerful neighbours.

Those were the days of the fierce controversy over the location of the European political secretariat. « We are honest and worthy brokers », he told me then. « Europe needs them and they are becoming rare on the market. With few exceptions we have no direct interests to defend. Our interest is to avert conflicts between our big neighbours. We have helped France and Germany to understand one another. In the Europe of the Ten there is no-one who will be better able to understand the standpoints of the others without any preconceived ideas. »

I asked him the secret that had made a country with a population the size of Bradford, produce four statesmen of undisputed international stature — Robert Schuman (who was born in Luxembourg), Joseph Bech, Pierre Werner, and himself. « You are very kind », he replied with a twinkle in the eye. « I think some natural environments suit some plants better than others; and this old Lotharingia (of which Luxembourg is the only survival), at the crossroad of Germanic and Latin civilizations, which has seen many invaders, is a little more sensitized, more open, and more influenced by international contacts than those who lived beneath the Pyrenees, or — if you will forgive me — on an island. We were involved in the trading of peoples and influences. You dominated them; it's something else. For us it's the law of survival. And the fact of having had always to rub shoulders and talk with greater neighbours on whom one depended gave us perhaps — again through necessity — an understanding for the position of the ones and the others. If you do not need to do it, if you have not got it in your chromosomes from father to son, then you see things with a British, an Hispanic detachment. »

As I listened to him speaking French with great fluency, precision and elegance (which is not the case with many of his fellow countrymen who do not feel entirely at ease in the language), I found myself under the charme of this small, youthful, square-shouldered, closeknit man, bursting with energy, with sharp eyes and an agile mind, who waved his hands and occasionally rapped the table between us to drive home a key point. His intellectual brio and brilliance, his completely French mastery of word and phrase, keen sense of humour, and gift for mimicry, sometimes make him impatient of his slower-witted fellow countrymen. But Gaston Thorn is particularly careful not to lay himself open to the charge of being overbearing or superior. He certainly likes to shine. He is an excellent debater, and he could draw rings around his predecessor and leader of the Opposition, Pierre Werner, who is not at his best in Parliament. But he refrains, not because it would be bad for his public image, but out of respect for Werner.

His manner is direct, frank, open, democratic and down to earth. This is partly because of the Luxembourg environment. In a capital city of just under

80 000, everyone who matters is on speaking terms with everyone else. There is a great in-feeling and no-one is left out in the cold. Political antagonisms can never degenerate, as they do elsewhere, because people are compelled to live with one another; and power cannot corrupt because its trappings are modest and its manifestations familiar. The whole of Luxembourg, for that matter, is a striking example of a successfully integrated industrial society. There are no extremes of wealth and poverty, and the standard of living is the highest in Europe. All this makes for pragmatism, tolerance, and an absence of class feeling. M. Thorn himself, though the heir of a long Liberal line, is a practising Catholic. Yet his party is, nominally at least, anti-clerical. This has not prevented it, alternatively with the Social Democrats, from belonging to a coalition dominated by the Christian Democrats for 15 years.

Another illustration of his tolerance and simplicity — and of his awareness of the press — is the fact that his wife, Liliane, a professional journalist, can be seen during official visits receiving a foreign guest with her husband at one moment and the next putting questions to him as a journalist at a press conference. They live in rural surroundings in a comfortable, unpretentious house on the Northern fringe of Luxembourg, with a particularly lovely garden in which he likes to potter when he has time. It is a real home, filled with their books, pictures, and souvenirs they have brought back from their travels all over the world. Gaston Thorn likes good food and good talk and good friends. He always arranges to meet fellow statesmen with whom he gets on well, like Walter Scheel, Leo Tindemans, or William Rogers, at the house when they visit Luxembourg. He also likes to keep himself fit and maintain a youthful image, which explains his personal appeal to younger voters. At weekends, he plays a little tennis or golf, or goes for a run in the near-by woods, dressed in his track suit, or takes his son, Alain, who is 13, to watch a football match.

M. Thorn's rise to power, almost exactly a year ago, was quite a revolution in unrevolutionary Luxembourg. For the first time in 75 years (with a gap of one year in the Twenties) the domination of the Christian Social Party was broken. But this spelled not only a change of parties. It meant a new, younger generation of politicians. Until then, Luxembourg politics had been rather staid and provincial. But M. Thorn is typical of the modern, pragmatic politician — a mixture of German, French, and American styles, as the editor of a leading Luxembourg newspaper explained. He is the first fully to have appreciated the importance of the press and shown a real mastery of media. His use of television for instance, is as skilled as M. Giscard d'Estaing's with whose aims and outlook he has a good deal in common. He certainly shares the French President's conviction of the need to adapt liberal society to a rapidly changing world, if it is to survive.

M. Bech, a father-figure of Luxembourg politics, had been Foreign Minister for 39 years in the old fashioned French Radical Socialist tradition. M. Werner, Prime Minister for 15 years. They could

not be innovators, or perceive the necessary transformations of Luxembourg society. « Without being a demagogue, or making a sacrifice to fashion », he remarked to me, « I feel that an essential aspect of Liberalism is the need, each day, to question what has been achieved — not to demolish it, but in order to ask oneself whether what one did yesterday is still valid today. One should carry out reforms not because they are the minimum one should do, without having something else one does not want imposed on one; but for their own sake. Liberals should be, today, at the spearhead of progress, as they were in the nineteenth century. »

M. Thorn's idealism is very pragmatic. He believes the Community can no longer postpone trying to reach a definition of what it means by European union. He had some sympathy with Mr Callaghan, he remarked, when he asked what it meant exactly : « Any politician worthy of the name must know where he wants to get to », he added. « Married life is difficult if a couple never discuss their conception of marriage. » The climate of the Council of Ministers was very disenchanted now, by comparison with 15 years back. Concessions were more difficult because one did not know what they were getting at. The Nine, on the basis of what they have achieved, should decide what they can do and where they want to go.

They should decide whether they want a federation or a confederation, but without setting a date for it, as the Paris summit had done. One could not plan nowadays in the economic, political or military fields for 20 years hence.

« The Community has emerged from the oil crisis relatively well », he stressed. « But it remains a giant with feet of clay. There is too much inter-Governmental cooperation. I say this because we want to make Europe something worth-while, not to embarrass our British friends or get them to abandon some of their national authenticity. If we go on like this we shall produce something in the twentieth century which is hardly anything more than the German confederation of the nineteenth.

« If we want to go beyond a customs or economic union, we must not believe that what is in the Rome Treaty is enough. We must go beyond political cooperation. It was wrong to believe that a certain economic integration would automatically lead to something more », he added.

He certainly thinks the nettle of relations between the Community and the United States ought to be grasped. The United States certainly turned out to be very reticent towards European unity. They thought Europe was being created against the Atlantic Alliance. « We must », he said, « Break out of the dilemma that one is regarded as a bad European if one is for the Alliance; and as an unreliable member of the Alliance if one is for European unity. If we do not stay together, we shall go to our ruin. If the choice were between Europe and the United States, I would choose Europe. But there is no need for the choice. It is in the interest of the United States that Europe be strong, and of Europe that the

United States be strong. The Nine want a more autonomous Europe. But why not envisage it inside the Alliance, and define the tasks of the Alliance and those of Europe. »

To conclude, I asked him how he felt about the prospect of becoming President of the UN General Assembly. « My first reaction was : let this chalice be taken away. But I look upon it as a challenge. As a member of a small country and a small party, I feel there is the need for a conciliator. The United Nations is now in a dangerous period when the majority of members wants to impose itself and exclude others. So a small country which has no clientele of its own, no aspiration to power politics, and stands by international rules of behaviour, has a chance to remind others of the need to observe them », he said. M. Thorn has been nicknamed « Gaston the African », and described as « the most African of Europeans ». If he says this it is not through any hostility towards the developing world, but in order to substitute discussion and cooperation to confrontation, as in the last session of the UN General Assembly.

To end on a lighter note. The Luxembourger is by temperament sceptical. He does not believe all he hears and reads. When he is told that his Prime Minister is a great man on the international stage, he is flattered but wonders what it all adds up to for Luxembourg. The Socialist « Tageblatt » of Esch carries a little satirical piece each day. A recent one said : « M. Thorn will become President of the UN General Assembly. It is, we are told, a very important job. By the way, dear reader, do you remember the name of the current President of the UN ? », the article concluded.

« The New York Times »

Paul Kemezis a écrit le commentaire suivant dans le « New York Times » du 17 septembre sur M. Gaston Thorn sous le titre « New Head of Assembly » et « Gaston Thorn, forged in Europe to temper the world ».

The leader of Luxembourg, the President of the current session of the United Nations General Assembly, is noted in Western Europe for an ability to cut through to the main issues without becoming entangled in details.

Asked by Foreign Minister Walter Scheel of West Germany to explain this ability, Gaston Thorn, the Premier and Foreign Minister of Luxembourg, replied that his small country was involved in so little diplomatic activity that he had plenty of time to concentrate on the essentials.

Coupled with this is such confidence in his own abilities as a statesman that a foreign diplomat here was led to remark, « You could offer Gaston Thorn the job of being President of the United States any morning before breakfast and he would accept without blinking an eye. »

Mr. Thorn, who turned 47 early this month, is senior among the foreign ministers of the European Common Market countries, with six years' continuous service to his credit. In May, 1974, he took on the

job of Premier of the grand duchy, which has a population of 350 000, after he had led his middle-of-the-road Democratic party to a major election victory along with the Socialists, his coalition partners. In the process he garnered the highest personal vote total on the nation's records.

A Striking Combination

Short of stature, with quick, darting eyes and a soft, expressive smile, Mr. Thorn is a striking mixture of seething activity, an elegant manner and rapid-fire habit.

He was born in Luxembourg on Sept. 3, 1928, the son of a railway engineer and educated mainly in France. He won a law degree at the Sorbonne, opened a law office here and married Liliane Petit, a journalist, who is credited with launching him into politics without his knowledge.

It was in 1957 the year they were wed, that a party delegation came to ask him to run for the town council, but he was away. His wife agreed on his behalf, the story goes, and then convinced him that it was a good idea.

Two years later he was in the national Parliament and soon after in the European Parliament, where he gained attention as head of the committee on African affairs and became known as « Gaston The African ». Because of his skill as a chairman and compromiser, Western European diplomats look forward to next January, when he is due to a sixmonth tour as President of the Common Market Council.

Adherent of the Middle

Under Mr. Thorn's guidance Luxembourg has kept a cautious middle position among Common Market countries on sensitive world issues, maintaining neutrality on Israeli-Arab issues and in fights between so-called Atlanticist and Europeanist groups in the Community.

However, Luxembourg was one of the few countries that voted against the resolution approved at the special United Nations Assembly session last year calling for a new international economic order. Judging the document unrealistic, she voted with Belgium, Britain, Denmark, West Germany and the United States.

Diplomatic sources here say Mr. Thorn looks upon the aggressive style of his predecessor as Assembly President, Foreign Minister Abdelaziz Bouteflika of Algeria, as being out of place. Though Mr. Thorn is said to be entering the job with no preconceived plans, he is described as ready to find compromises if called upon to do so.

Mr. Thorn's strong popularity at home appears to rest mainly on his engaging personality and not on his activities abroad, which are only occasionally followed by most of his countrymen. The opposition Christian Social party is trying to use those activities against him, saying that he is turning his back on pressing problems at home to take the United Nations post.

His opponents also charge that in letting his Socialist coalition partners take charge in his absence

and handle such issues as anti-recession measures, Government policy will veer leftward. He has replied that he will fly to Luxembourg on weekends if grave problems arise.

As a traditional with Luxembourg's foreign ministers, Mr. Thorn holds yet another post designed to give him contact with the voters — Minister for Sports. He is often seen at soccer matches talking politics with other fans, and he sets a fitness example by jogging on Sundays.

Once work is done he likes to relax, feet propped up and a Scotch and water in hand, talking about the day's events with friends and associates, who are numerous here in Luxembourg, a casual capital where everyone knows everyone.

He and his wife have a son aged 13. Mrs. Thorn is a Luxembourg personality in her own right as an organizer of women's groups as well as an active journalist. Until Mr. Thorn became Premier she worked for The Associated Press in Luxembourg, and she still writes weekly reports for « Le Républicain Lorrain », a paper published in Metz, France, but widely read in Luxembourg because of its coverage of the country's affairs.

Her husband, the Premier, Foreign Minister and Minister for Sports, has a highly developed sense of value of newspaper publicity. Reporters here do not think twice about calling him at home late at night to get answer to their questions.

« The Washington Post »

Sous le titre « A Seeker of Harmony Tapped for U. N. » — « Luxembourg Leader Hopes to Change Assembly Tone », le « Washington Post » du 16 septembre a publié l'article suivant de David Fouquet, qui a également écrit un article semblable publié dans l'« International Herald Tribune » du 15 septembre sous le titre : « Luxembourg hopes to lead UN Assembly to new accords ».

The United Nations General Assembly session beginning today is scheduled to be presided over by a European leader who sees his country's and his own role as that of an « honest broker ».

Gaston Thorn, 47, a statesman who combines the duties of prime minister and foreign minister in this tiny, landlocked country, is hoping that his forthcoming tenure in the General Assembly chair will change the tone of U. N. discussions from adversary proceedings with a « winning » and a « losing » side to forums that point to settlements.

Thorn, who is invariably described in the European press as urbane, dapper and witty takes over the assembly presidency after a hectic led by Algeria's Foreign Minister Abdelaziz Bouteflika. The assembly presidency is rotated among representatives from various regions of the world. It was Europe's turn, and Thorn emerged as the European consensus choice.

Thorn, speaking in his office in a converted castle, said this past week that he expects to run into some of the same conflicts that have marked recent General Assembly sessions. He sees a debate over the ex-

clusion of Israel and the continuation of the oratory over a new world economic order as the principal topics, but he also sees a mellowing trend in recent months.

Thorn hopes that quiet, informal lobbying can ease some tension. On the exclusion of Israel, he notes that only the Security Council can decide that there would be a pro-Israeli veto in that body. « You must explain that it is not in anyone's interest in the long run to destroy the painfully achieved universality of the United Nations », he comments.

Thorn, whose own country's population is under 400 000, refers frequently to the United Nations as the only forum where small and medium-sized can air their views. « The great powers will always have that opportunity, but the others would love the opportunity to have their voices heard. »

He also believes that relations between the industrialized and developing countries are entering a phase of mutual understanding. « Although the term 'New Economic Order' may have jolted us a year ago, you can see that the industrialized countries understand that there must be change », he said, « and that the Third World understands that this new system, to be fair and accepted by everyone, cannot be imposed by a simple majority vote. »

Although Thorn feels that the General Assembly president is not all-powerful, he says he can plead the case of moderation in personal contacts. He feels that the fact that he comes from a small country rather than a major power will give his appeals more credibility and he does not feel that the fact that he comes from a country with one of the highest standards of living in the world will hamper him. He often tells his Third World colleagues that Luxembourg « has been the most colonized country on earth », by Germany, France, Spain and Austria for centuries. « And yet we have developed » to become a major industrial and international financing center.

Thorn says he has shed some of the illusions about the United Nations shared by many postwar intellectuals. « I must say I made a mistake in thinking that the United Nations should decide how things should be run. That would be world government, and utopian. I believe everyone would be afraid of that », he said. « It is more an opinion-making body than a government... a form for discussing major issues, but no problem-solving. »

He believes specific issues are best tackled by small groups after all views have been represented in a general debate.

Thorn became a member of Parliament at 31 and foreign minister at 41. He and his country have found international organizations, such as the European Economic Community the only way for their views to be heard. This is in contrast, he once remarked, to « the humiliating situation where the Luxembourg representatives did not succeed in being received even by officials of the foreign ministries of neighboring countries when they came to discuss with them problems which involved its very existence ».

Thorn spends an average of three days a week outside his home country. In addition to the General

Assembly presidency, in January he will assume the presidency of the Common Market for six months.

A lawyer by profession, Thorn, like most Luxembourgers, is multilingual. He was raised in France and both he and his father were arrested during the German occupation.

This background helps explain why he has frequently assumed the role of conciliator and hopes he can fulfill a similar assignment in the United Nations. « We must consider carefully the weight of the words we use and avoid a verbal inflation that hampers the resolution of conflicts », he said.

« Le Monde »

Le journal « Le Monde » du 18 septembre a consacré à Monsieur Gaston Thorn sous la plume de Philippe Lemaître le portrait suivant sous le titre : « Un Européen ouvert aux problèmes du Tiers monde ».

Le modernisme, une sincère volonté d'ouverture vers l'extérieur lointain, composent l'image de libéral avancé de M. Gaston Thorn. Le nouveau président sera donc accueilli avec sympathie par les pays du tiers-monde sans inquiéter pour autant quiconque en Occident. Sa famille politique est celle de MM. Giscard d'Estaing, Trudeau ou Scheel; du président de la République fédérale avec qui il s'entend bien, il a, en beaucoup plus jeune, la rondeur alerte, la parole facile et souriante, la chaleur et surtout les idées.

Les Corses, écrivait Giraudoux, se font douaniers parce qu'ils sont les seuls à comprendre que la France est une île. De même, les Luxembourgeois, qui sont à peine quatre cent mille, ont compris plus vite qu'ailleurs que l'unique chance pour les pays du Vieux Continent de continuer à jouer un rôle dans les affaires du monde était de se rassembler. Au grand-duché, l'Europe est, à l'évidence, la seule voie hors du provincialisme.

Ainsi Gaston Thorn a-t-il d'emblée consacré sa carrière politique à l'Europe. Elu député en 1959, à trente ans, sur la liste du parti libéral, il s'est tout de suite retrouvé sur les bancs du Parlement de Strasbourg, dont il devint très vite un des orateurs les plus remarquables. Nommé ministre des affaires étrangères en 1969, il a participé depuis à toutes les étapes importantes de la vie de la Communauté. Les thèses qu'il a défendues durant ces dix années, qu'il défend encore lors des innombrables marathons ministériels de Bruxelles ou de Luxembourg, sont plus proches de celles de l'Allemagne que de celles de la France.

Car ce parfait francophone, ancien étudiant à Paris, pour être un ami fidèle de notre pays, ne s'est pas toujours comporté en allié. Ainsi il a milité avec zèle en faveur de l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun au moment où le général de Gaulle, seul parmi les Six, considérait cette venue comme prématurée. Surtout, il n'a jamais paru sensible à l'idée française d'une Europe européenne maîtrisant son destin en se démarquant des Etats-Unis. Gaston Thorn est un atlantiste convaincu autant que le chancelier Schmidt ou le premier ministre

Wilson. Il l'a montré de manière éloquente lors de la conférence de Washington en février 1974, en plaidant avec ardeur, contre M. Jobert, en faveur de la communauté occidentale de l'énergie alors proposée par M. Kissinger.

« Dans ma condition, il faut toujours chercher un partenaire plus fort; alors ne m'en veuillez pas si j'ai choisi celui qui est véritablement le plus fort », confiait-il au dernier ministre des affaires étrangères de Georges Pompidou. Encore cette attitude, qui peut passer à Paris pour du « conformisme européen », n'exclut-elle pas un esprit critique allié à une grande liberté de parole. Ainsi il a contré avec vivacité M. Callaghan lorsque celui-ci, pendant la renégociation du contrat d'adhésion du Royaume-Uni au Marché commun, multipliait ses exigences.

Les pays pauvres, cette nouvelle infanterie de l'ONU, retiendront surtout les efforts persévérants accomplis depuis quinze ans par Gaston Thorn pour tisser des liens plus étroits entre la Communauté et le tiers-monde. C'est lui qui, en juin 1969, alors qu'il présidait le conseil des ministres des Six, a conduit au finish huit heures durant avec M. Konan Bedié, alors ministre du plan de la Côte-d'Ivoire, l'ultime négociation qui a précédé la conclusion de la deuxième convention de Yaoundé entre la C.E.E. et dix-huit pays d'Afrique. En 1969, c'est à lui encore qu'il revint de signer, au nom de la Communauté, les accords d'association avec le Maroc et la Tunisie. Début 1975, quand les pourparlers avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, qui ont ensuite signé la Convention de Lomé, marquaient dangereusement le pas, il a grandement contribué, après une explication dont on dit qu'elle fut franche, orageuse et bruyante, à ramener à des positions plus raisonnables le brillant et très contestataire ministre du commerce de la Jamaïque, M. Patterson, avec qui il avait établi des liens d'amitié alors qu'il était le président de la Conférence internationale des étudiants. Cette familiarité avec le tiers-monde, ses problèmes et ses leaders, est sans doute aujourd'hui la meilleure carte que la fragile Europe peut jouer dans le débat mondial. A cet égard, M. Thorn constitue sans doute le meilleur choix.

« L'Express »

Sous le titre « Gaston Thorn à Roger Priouret », le journal « L'Express » du 15-21 septembre a publié l'article suivant avec comme sous-titre « A la sortie de la crise économique on risque fort de trouver renforcés les deux géants » :

Ce mardi, M. Gaston Thorn, chef du gouvernement luxembourgeois, prend ses fonctions de président des Nations unies. Ses compatriotes (300 000, dont 120 000 actifs) s'inquiètent de la longue absence qu'implique cette fonction, parce qu'ils lui savent gré de n'avoir encore connu ni le chômage ni la baisse du niveau de vie qui sont présents dans toute l'Europe occidentale.

M. Thorn est très près des Français. Par son enfance, puisque son père étant ingénieur à la S.n.c.f., il a vécu, de sa naissance (1928) à la guerre, dans notre pays. Par la Résistance : son père a été arrêté

par les Allemands en 1940 et lui-même en 1943. Par ses études universitaires, qu'il a faites à Paris.

Il est connu en Europe depuis qu'il est devenu, en 1969, ministre des Affaires étrangères. Il a tout de suite compris ce que pouvait être le rôle du représentant d'un petit pays : celui de « raccommodeur de porcelaine ». Il y a gagné sa réputation internationale.

Il n'a pas perdu de vue la politique de son pays. Du vieux Parti démocratique, conservateur et anticlérical, il a fait un mouvement de centre gauche qui, avec l'alliance des socialistes et la neutralité des communistes, lui a permis de gagner les élections de 1974 et la direction politique de son pays.

Je l'ai retrouvé, il y a peu de jours, très tôt le matin, avant qu'il aille présider le dernier Conseil des ministres avant son départ. Je l'ai déjà senti pénétré de sa nouvelle fonction.

— Roger Priouret : Pensez-vous pouvoir, à la présidence des Nations Unies, jouer ce double rôle de modérateur et de médiateur que vous menez activement dans le Marché commun ?

Gaston Thorn : N'exagérons pas mon rôle dans le Marché commun. La fonction de président des Nations Unies est d'essence parlementaire. Je conduirai les débats. Je n'ai pas accès au Conseil de sécurité, où les Grands s'affrontent. Mais tout ce que je pourrai faire le sera dans le même esprit.

— La vie internationale à laquelle vous allez accéder est dominée par la grande affaire atomique, notamment par le dialogue américano-russe (Salt).

D'abord, cette affaire ne concerne pas seulement les Américains et les Russes. Toute notre défense de l'Europe occidentale repose sur les forces atomiques américaines. D'autant plus que, à tort ou à raison, l'armement classique de l'Otan se réduit, cependant que celui des pays de l'Est augmente.

En tout cas, je crois à l'accord de réduction des armements atomiques russo-américains. J'y crois, parce que le président Gerald Ford et le secrétaire d'Etat Henry Kissinger le veulent, et parce que mes contacts avec M. Leonid Brejnev et son équipe me permettent de penser que les dirigeants soviétiques d'aujourd'hui le veulent aussi.

— Dès qu'on parle atome, il est question de centrales atomiques.

Je suis contre le tout atomique. Je suis contre la multiplication des centrales. Il faut roder la technique; il faut résoudre le problème des dangers dont nous ne connaissons l'étendue que dans dix ou quinze ans. Et parce que ma conviction est partagée par l'opinion publique, c'est cette conviction qui s'imposera.

Il faut continuer à nous servir des énergies traditionnelles : pétrole et charbon; développer les énergies nouvelles. Et, bien entendu, ne pas négliger l'atome et mettre les centrales au point.

Mais on assiste à un spectacle très choquant : les pays modestes qui sont nos voisins tentent d'installer les centrales en bordure de la frontière, de façon que le voisin ait la moitié des ennuis. Si on les laissait

faire, le Luxembourg, dans dix ans, serait entouré d'une couronne de centrales nucléaires. Or, je dis tout de suite : notre population réagira; aucune justification de droit international ne l'arrêtera et je serai avec elle.

C'est pourquoi, dans ce triangle d'industries lourdes où nous sommes placés, il faut essayer de travailler ensemble pour savoir comment résoudre le problème énergétique.

— Aux Nations Unies, il va être question de nouvel ordre économique mondial.

Quand le président mexicain a lancé cette formule, nous avons été un des rares pays à voter contre. Peut-être pour des raisons affectives plus que rationnelles. « Un ordre économique nouveau », quelqu'un nous l'avait promis en 1940. Mais, dans son dernier discours sur ce sujet, Henry Kissinger a tenu un langage nouveau pour les Etats-Unis. Les pays du tiers monde, quand ils ont fini de dénoncer l'impérialisme, se révelent prêts à discuter sérieusement. Le consensus s'étend même aux pays à commerce d'Etat. Le tout, c'est que les ministres ne courent pas de conférence en conférence. J'approuve l'initiative de M. Valéry Giscard d'Estaing, mais il faut s'en tenir à celle-là et la mener à bien.

Il faudrait, en tout cas, que les pays moyens, même développés, se décident à avoir entre eux une attitude cohérente. A la sortie de la crise économique, on risque fort de trouver renforcés, et non affaiblis, les deux géants américain et soviétique, qui bénéficient d'un territoire, d'un marché et de ressources naturelles. Trop de paroles pour dénoncer l'impérialisme ne remplacent pas une action pour l'éviter.

— Pour vous, qui vivez presque quotidiennement en Europe, est-ce qu'en dehors des discours les rapports entre les pays sont bons ?

Bons, mais un peu désabusés. Dans nos travaux communautaires, il n'y a plus cet immense potentiel d'espérance. Les rapports personnels sont confiants et compréhensifs, mais personne n'attend plus de miracle.

— Et le couple France-Allemagne ?

C'est la clef de l'Europe et, surtout, pour nous, Luxembourgeois, qui sommes les voisins des deux pays. La méfiance entre les populations est tombée. Le président de la République française et le chancelier allemand ont de bons rapports. Mais il ne faudrait pas en rester là. Il faudrait aboutir à quelque chose de plus concret.

— Et la crise économique ?

Je me demande toujours si un homme politique doit dire ce qu'il pense ou tenir des propos optimistes pour redonner confiance.

Je crois que la crise est sérieuse, grave et durable. C'est banal, tout le monde en dit autant. Ce que l'on connaît moins, ce sont les problèmes qu'elle pose à un petit pays comme le nôtre. La hausse des prix est de 10%, mais qu'y pouvons-nous ? En gros, un tiers des marchandises viennent d'Allemagne, un tiers de Belgique et un tiers de France. C'est-à-dire que

notre hausse des prix sera essentiellement le reflet de la moyenne de ces trois pays.

— La relance ?

En France, vous pouvez la faire. Je crois que votre dernier plan peut être efficace.

Mais la relance, pour moi, cela ne signifie rien : 33% de notre produit national brut vient de notre très importante industrie de l'acier. Sur 100 tonnes qu'elle produit, nous en consommons 0,5. Et nous fabriquons des pneus et des textiles artificiels également victimes de la crise. Donc notre consommation intérieure ne peut en rien rétablir la situation.

— Que peut-on faire dans ce cadre ?

J'ai la satisfaction de constater que les achats des consommateurs n'ont pas baissé. Mais il y a, surtout, l'emploi. Disons que la fierté de notre gouvernement, c'est d'avoir, à ce jour, deux douzaines de chômeurs. C'est-à-dire encore le plein emploi.

Seulement, il faut bien voir que ce résultat a été obtenu par un chômage masqué.

Dans un premier temps, pendant les sept premiers mois de l'année, je me suis adressé à la sidérurgie, qui avait perdu, comme les autres industries, environ 20% de son activité. J'ai allégué les bénéfices copieux qu'elle a faits dans les années précédentes, la paix sociale dont elle a bénéficié, puisqu'elle n'a pas eu de grèves depuis vingt-cinq ans, et puisque les antagonistes de classes, dans un petit pays, peuvent, non pas disparaître, mais s'arranger par le dialogue.

J'ai obtenu que la sidérurgie ne licencie pas. Elle a accepté, en perdant quelque 60 millions de Francs par mois.

Cela ne pouvait durer. Alors, l'Etat a fait un effort avec un plan d'urgence. Nous ne subventionnons pas la sidérurgie. Mais elle a signé un contrat avec l'Etat. Une partie de ses ouvriers sont employés à des travaux qui concernent essentiellement le bâtiment, la qualité de la vie, et même l'écologie. Ces ouvriers sont payés par la sidérurgie, qui, elle-même, est remboursée par nous.

Ce mécanisme afin de sauver l'emploi est coûteux pour les finances publiques. Pas de problème pour septembre et pour octobre. Nous irons, j'espère, jusqu'à la fin de l'année. Mais au-delà ?

— Votre opinion sur la reprise à l'échelon mondial ?

Pour les Etats-Unis, elle est acquise, mais fragile, avec une menace d'inflation. A mon avis, quand elle sera affirmée aux Etats-Unis, l'Allemagne suivra avant tous les autres pays.

— Pour le Luxembourg ?

Vous comprenez bien que les acheteurs d'acier français et allemands se serviront d'abord dans leur pays avant de passer des commandes dans le nôtre. Par conséquent, nous serons les derniers dans la reprise, et je ne la vois pas avant les vacances 1976. Je ne crois pas, et pour personne, à un retour à la croissance de ces dernières années.

Mon collègue le Premier ministre belge, qui a multiplié les contacts étrangers ces derniers temps, pense que l'affaire est beaucoup plus grave pour le monde occidental. Il entrevoit un déplacement de l'activité industrielle des pays développés vers le tiers monde parce que nous serons battus sur les prix de revient. Donc un problème chronique de redéploiement et d'emploi.

« *Stuttgarter Zeitung* »

et

« *Hannoversche Allgemeine* »

Voici le commentaire de la « Stuttgarter Zeitung » et de la « Hannoversche Allgemeine » du 20 septembre consacré à Monsieur Gaston Thorn sous la rubrique « Portrait der Woche » et « Gaston Thorn gibt den Kleinen Stärke », de Winfried Münster :

Manchmal scheinen die Bäume doch in den Himmel zu wachsen. Wenn die Götter Cleverness, Zähigkeit, Phantasie und Eleganz so bündeln wie bei Gaston Thorn, dann haben sie den Dauererfolg programmiert. Der 47jährige Regierungschef des Großherzogtums Luxemburg und frisch gewählte Präsident der UN-Vollversammlung läßt sicher so manchen ambitionierten Politiker neidisch werden, denn bei ihm scheint es stets nur eine Frage des Wann zu sein, daß er an die Spitze gehievt wird. So ging es ihm als Student der Rechte : Vorsitzender der luxemburgischen Studentenvereinigung, Vorsitzender der Weltstudentenkonferenz. Das war im Europäischen Parlament so : stellvertretender Vorsitzender der liberalen Fraktion, Präsident des Parlamentsausschusses für die Entwicklungsländer und des Ausschusses für die mit der EG assoziierten afrikanischen Staaten. Und am glanzvollsten lief es in der eigenen Partei : 1961 wurde der damals 33jährige Stadtrat von Luxemburg zum Chef der « Demokratischen Partei » gewählt, der wie in der Bundesrepublik drittstärksten Kraft des Landes.

Die Luxemburger sehen es gar nicht ungern, wenn Parallelen zur FDP, vor allem zu Walter Scheel, gezogen werden. Thorn wurde 1966 Scheels Nachfolger als Vorsitzender des Entwicklungsausschusses im Europäischen Parlament. Beide avancierten drei Jahre später zum Außenminister, wenn auch in unterschiedlichen Koalitionen, und wie Scheel so hat auch Thorn seiner Partei das Image des altliberalen Konservatismus genommen und durch das eines pragmatischen Linksliberalismus ersetzt. « Er ist Scheels Kind », resümiert einer seiner engsten Vertrauten in falscher Bescheidenheit. Denn parteipolitisch hat es Thorn ja viel weiter gebracht als der Rheinländer. In der Wahl des vergangenen Jahres schlug er in seinem Wahlkreis den christlich-sozialen Regierungschef Pierre Werner mit einem Mehr von 30 000 Stimmen. Die bis dahin hoch überlegenen Christsozialen erlitten eine so spektakuläre Schlappe, daß sie sich nicht mehr trauten, die Regierung zu bilden. Jetzt ergriff zwar der Zweite im Lande, die Sozialistische Partei, die Initiative. Da ihr Kandidat jedoch ebenfalls keine gute Figur gemacht hatte, waren die Liberalen geradezu herausgefordert, es mit ihrem

strahlenden Sieger zu versuchen : Koalition ja, aber nur mit Thorn als Chef und natürlich wie bisher als Außenminister. Es würde nicht verwundern, wenn er seine Partei stetig weiter nach vorn schieben würde, zumal er keinen solch großen Abstand überwinden müßte wie etwa die FDP.

In der Europäischen Gemeinschaft läßt sich demgegenüber an den Abständen und damit am politischen Gewicht nur wenig ändern. Und dennoch : der geachtete und zudem überaus beliebte Vertreter des kleinsten EG-Landes kann im Kreise der Neun Dinge sagen, die sich seinem französischen, britischen, italienischen oder deutschen Kollegen der politischen Opportunität wegen oft verbieten. Als die Briten Milliarden aus dem EG-Regionalfonds forderten, über das Geld aber allein bestimmen wollten, da wusch Thorn ihnen den Kopf. Was sie verlangten, sei eine Scheckbuchgemeinschaft, in der jeder jemanden sucht, der für ihn zahlt. In Brüssel gelten die Luxemburger sozusagen als Vertreter des gesunden Menschenverstandes. Und es kam vor, daß Walter Scheel seinen Staatssekretär für die Ministerratsitzung anwies : « Mach's wie Thorn. » Die Kleinen, allen voran die Beneluxstaaten, grämen sich seit geraumer Zeit darüber, daß die Großen unter der Führung von Giscard und Schmidt mehr und mehr dazu neigen, sich ihren Einwänden zu entziehen und eine eigene Art « Knopfdruckpolitik » aufzuziehen. Das kann noch Ärger geben. Die Kleinen sind fest entschlossen, sich notfalls zum Aufstand zu formieren. Für die Luxemburger ist es keine Frage, wer dann ihr Spiritus rector und Sprecher sein wird : Gaston Thorn.

« *Le Soir* »

Dans son édition du 18 septembre, le journal « Le Soir » de Bruxelles a publié le commentaire suivant sur Monsieur Gaston Thorn sous le titre : « M. Thorn, président de l'Assemblée générale des Nations Unies : l'art de la conciliation ».

Si l'Europe ne se demande plus comment l'on peut être Persan depuis qu'elle achète son pétrole au pays du Chah, le tiers monde, lui, se demande peut-être comment on peut être Luxembourgeois. C'est l'Européen le moins tapageur que l'Assemblée générale des Nations Unies a choisi de porter à sa présidence. On s'était résolu à éliminer l'Espagne qui sent le soufre des dictatures et la Turquie dont on craignait qu'elle ne manque de sérénité envers la Grèce. On aurait pu aussi choisir l'Allemagne de l'Ouest, mais c'était se contraindre par la suite à choisir l'autre... Alors le choix tomba sur le Luxembourgeois. L'O.N.U. n'aura sans doute pas à s'en plaindre et l'Europe pas davantage, car être Luxembourgeois comme être Suisse — on n'ose plus dire, hélas, comme être Libanais — c'est un art. Un art qu'en l'occurrence pratique un virtuose. Souriant, voué à la conciliation par la modestie de son « assiette », internationale, M. Thorn est l'un des rares hommes politiques du moment qui fait que l'on ne désespère pas tout à fait d'une Europe unie. Être Luxembourgeois, c'est être Européen par nécessité. Alors autant valait en faire une vocation. C'est ce que fit Gaston Thorn.

Au Grand-Duché le « cursus honorum » est vite parcouru. Conseiller communal à Luxembourg-ville en 1957 (dix-huit ans pour se propulser de là jusqu'au fauteuil d'une présidence onusienne, ce n'est pas mal), député deux ans plus tard, Premier ministre en 1974, ministre des Affaires étrangères, Gaston Thorn, qui n'est âgé que de 47 ans, avait vite atteint le plafond bas des dignités luxembourgeoises. Mais il y avait l'Europe où les chauvinistes de grandes puissances donnaient libre carrière à ses dons de synthèse et de conciliation.

Esprit clair, méthodique, doué d'un verbe sans accent ni lourdeur, de formation française et suisse romande, M. Thorn a bien compris qu'un petit pays ne s'impose qu'à force de rester à sa juste place. Celle du Luxembourg est petite mais elle n'est pas négligeable. La preuve : la division des Goliath fait que parfois c'est David qu'il faut choisir pour incarner un continent tiraillé entre ses ambitions du présent, ses nostalgies d'hier et ses incertitudes du lendemain.

A Helsinki, Gaston Thorn avait fait le meilleur discours pour définir la position des Neuf dans le dialogue Est-Ouest. A l'O.N.U., il lui faudra concilier des intérêts bien plus contradictoires. L'Europe dans ces assises où le tiers monde fournit le gros bataillon a le profil bas. Le nouveau président de l'assemblée générale peut cependant lui éviter l'effacement. Pour cela, gageons qu'il saura mettre en avant tout un héritage, plus spirituel que politique, qui est fait de mesure et de respect des règles de droit. Puisse-t-il rappeler au tiers monde qu'aucune puissance, vieille ou neuve, ne saurait indéfiniment faire fi de semblables valeurs.

C. de G.

« La Libre Belgique »

Voici l'écho réservé par « La Libre Belgique » du 17 septembre à Monsieur Gaston Thorn sous le titre : « M. Thorn est élu à la présidence de l'Assemblée Générale de l'ONU » :

Paradoxe des Nations Unies : la 30^e session ordinaire de l'Assemblée générale s'est ouverte mardi par l'élection à la présidence de M. Gaston Thorn. Ainsi, la plus grande organisation mondiale sera-t-elle présidée, pendant un an, par le Premier ministre d'un des plus petits et des moins peuplés parmi les pays du monde, le Grand-Duché de Luxembourg.

On s'attend, dans les milieux diplomatiques de l'O.N.U., que la présidence de M. Thorn, 47 ans, candidat du groupe des pays d'Europe occidentale auquel ce poste revient cette année, soit beaucoup moins « surprenante » que celle de son prédécesseur, le ministre algérien des Affaires étrangères, M. Bouteflika. Ce dernier avait, l'an passé, limité le temps de parole du délégué israélien et, créant un précédent, exclu les représentants sud-africains de la salle de conférence après que l'Assemblée eut refusé de les accréditer.

Avec M. Thorn, il ne faut pas s'attendre à ce genre de sautes d'humeur politique. Sa présidence sera ferme. Impartiale aussi. Le Premier ministre luxembourgeois a déjà fait preuve, que ce soit sur la scène européenne ou ailleurs, qu'il n'avait pas peur de re-

mettre les choses et les hommes à leur place. C'est sans doute le privilège de ceux qui sont issus d'un petit pays. Ils ne doivent pas faire attention aux susceptibilités des grands de ce monde. Avec un franc-parler qui lui est tout naturel, M. Thorn ne manquera certainement pas de dire leurs quatre vérités aux grands de ce monde que ce soit au bureau de la présidence ou dans les couloirs où il a l'habitude de déployer une énorme activité qui lui permet, en général, d'arriver à ses fins.

Bon tacticien, il peut aussi, quand il en sent la nécessité, laisser passer les grands coups de trompe des témoins, imbus de leur supériorité nationale, pour aiguillonner ensuite la discussion vers les choses sérieuses.

Ouvert, très ouvert, libéral ce qui, pour lui, est le contraire de conservateur, M. Thorn a joué un grand rôle lors des dernières négociations entre la Communauté européenne et quarante-six pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique qui aboutirent aux accords de Lomé. Cela lui vaut d'être apprécié, très apprécié par les pays africains, ce qui lui sera très certainement utile aux Nations Unies.

Mais la présidence de l'Assemblée générale de l'O.N.U. offre surtout à ce politique l'occasion de faire connaître et partager sa vision du monde, une vision faite de chaleur, de bon sens et de compréhension. Et elle lui offre en même temps l'occasion de glaner ses galons d'homme d'Etat.

Il aura, en tout cas, l'occasion de mener à bien le calendrier le plus chargé qu'ait connu l'organisation. Au total 125 questions sont inscrites à l'ordre du jour de cette session, alors qu'il n'y en avait que 110 l'an passé. Parmi les points inscrits à l'ordre du jour : une proposition soviétique d'interdiction de tous les essais nucléaires à caractère militaire, la création d'une zone d'interdiction des essais nucléaires dans le Pacifique Sud, une proposition afghane assimilant à une agression l'interdiction faite à un pays de bénéficier d'un accès à la mer.

La question palestinienne sera, bien sûr, de nouveau à l'ordre du jour, mais les Palestiniens ne réussiront vraisemblablement pas à obtenir l'exclusion d'Israël de l'O.N.U.

Enfin, M. Thorn recevra différentes personnalités dont les plus marquantes devraient être le président d'Uganda, M. Idi Amin Dada, et le prince Sihanouk, chef de l'Etat cambodgien. Au cours de la session qu'il présidera, trois nouveaux pays seront admis au sein des Nations Unies : le Mozambique, les îles du Cap Vert et les îles de Sao Tome et Principe. Les Nations Unies compteront ainsi 141 membres.

« Der Spiegel »

Sous le titre « Das Leichteste », l'hebdomadaire « Der Spiegel » du 15 septembre a publié l'écho suivant consacré à Monsieur Gaston Thorn :

Die Europäer einigten sich auf einen gemeinsamen Kandidaten für den Vorsitz der diesjährigen Uno-Vollversammlung : Luxemburgs liberalen Premier Thorn.

Politik beschreibt er gern mit musikalischen Vergleichen, auf der politischen Bühne sieht er sich selbst am liebsten als Orchesterleiter. Dennoch aber hat sich Luxemburgs Regierungschef Gaston Thorn, 47, auf der europäischen Szene bisher nur als Ein-Mann-Band einen Namen gemacht.

Der junge Anwalt mit einem französischen Staatsexamen wollte schon 1959 lieber bei den damals noch bedeutungslosen Luxemburger Liberalen Erster sein, als sich erst mühsam bei den seit Jahrzehnten in der Regierung etablierten Christsozialen hochzudienen. 1969 holten die Christsozialen die Liberalen in die Regierung. Thorn wurde Außenminister.

Bald fürchteten in den sonst eher trockenen Außenministerräten der EG besonders die Emissäre aus Paris Europabekennnisse und Scharfzüngigkeit des Luxemburgers. Pompidous Außenminister Maurice Schuman, von seinem Chef auf Europa-feindlichen Kurs vergattert, mußte sich von seinen Kollegen auslachen lassen, als er dem turnusmäßigen Ratspräsidenten Thorn das « Verbot » auferlegen wollte, ein Ratsdokument in der Öffentlichkeit « zu verlesen ». Thorn : « Ich werde es keinesfalls verlesen, denn ich kann es schon längst auswendig. »

Auch Pompidous nächster Außenamtschef, Jobert, war nach einiger Zeit von den zynischen Zwischenbemerkungen des Luxemburgers derart entnervt, daß er selbst dann eine Ratsrede unterbrach, wenn er Thorn nur mit dessen Nachbarn flüstern sah.

Zum Zynismus sieht sich Thorn angesichts der schleppenden europäischen Entwicklung berechtigt, die nach seiner Ansicht in krassem Gegensatz zu den « Sonntagsreden » der Regierenden in Europas Hauptstädten steht. Tatsache sei, daß die Pläne für eine politische europäische Gemeinschaft « zu einer Scheckgemeinschaft » degeneriert seien.

Im Mai vergangenen Jahres gelang Thorn daheim der große Durchbruch. Bei den Parlamentswahlen erlitten die Christsozialen große Einbußen. Der geschlagene Premier Pierre Werner forderte Thorn auf, « die Verantwortung zu übernehmen ».

Thorn bildete mit den Sozialisten eine linksliberale Koalition. Erstmals seit 1918 kamen die Konservativen nicht mehr in die Regierung.

Dafür gab es jetzt die Regierung Thorn. Der Premier ist gleichzeitig Außenminister, Außenhandelsminister und Leiter des Ressorts für Sport und Kultur. Trotz dieser Ämterfülle ist er bei Kabinettsitzungen nicht allein. Von den sieben übrigen luxemburgischen Ministern hat fast jeder die Verantwortung für mindestens zwei Ressorts.

Die Linksliberalen begannen mit Reformen, vor allem in der Verwaltung und der Justiz, die noch von Gesetzen und Bestimmungen des letzten Jahrhunderts geregelt wurden. Sie schlugen eine Änderung des Abtreibungsparagraphen vor und brachten Gesetze für eine stärkere Stellung der Frau ein. Vor zwei Wochen schaffte die Thorn-Regierung die Todesstrafe ab. Thorn : « Die Mannschaft ist eingespielt. »

Weniger Freude hat Thorn hingegen mit seinem internationalen Steckenpferd, der europäischen Integration. « Der Laden geht nicht », klagt er, nicht

zuletzt auch deswegen, weil niemand wisse, « wer der Boß ist ». Doch auch Thorn muß einräumen, daß das Europageschäft selbst in der Baisse ohne die schrillen Töne der Vergangenheit abgewickelt wird. Thorn : « Die Kakophonie ist diskreter geworden. »

Immerhin, erstmals wollen die neun EG-Europäer auf einem internationalen Forum « mit einer Stimme sprechen ». Tonträger europäischer Wünsche : Gaston Thorn, der jetzt für das Amt des Präsidenten der diesjährigen Uno-Vollversammlung kandidiert. Doch auch die europäische Einigung auf seine Person will er relativiert wissen : « Das war noch das Leichteste. »

« National Zeitung »

« Gaston Thorn — aufrichtiger Vermittler », tel est le titre de l'article de David Fouquet publié dans la « National Zeitung » de Bâle avec le sous-titre : « Die UNO kann nur Diskussionsforum, nicht Weltregierung sein ».

Gaston Thorn, der neue Präsident der Vollversammlung der Vereinten Nationen, sieht seine Rolle als die eines « aufrichtigen Vermittlers ». Der 47jährige luxemburgische Ministerpräsident hofft, in seiner Amtszeit den Ton des Weltforums ändern und echte Lösungen herbeiführen zu können.

Der geistreich-gewandte Rechtsanwalt tritt die Nachfolge des algerischen Außenministers Abdel Aziz Bouteflika in keiner leichten Zeit an. Er macht sich auch keinerlei Illusionen über die bevorstehenden Probleme : Der Regierungschef und Außenminister des Großherzogtums rechnet mit dem Wiederaufleben einer Anzahl von Konflikten, die die letzte Sitzungsperiode so hektisch machten — so etwa die Frage des UNO-Ausschlusses von Israel und die Fortdauer der Diskussion über eine neue Weltwirtschaftsordnung. Thorn ist allerdings kein Schwarzseher : Er glaubt, daß sich in beiden Komplexen Kompromißlösungen andeuten, und ist der festen Überzeugung, durch persönliche Vermittlung die bestehenden Spannungen zumindest teilweise abbauen zu können.

Zur Frage des Ausschlusses Israels aus der UNO bemerkt Thorn, dies sei ohnehin allein Sache des Sicherheitsrates, der aber in keinem Fall zu einer derartigen Entscheidung kommen würde. « Auf lange Sicht gesehen, ist es in niemandes Interesse, die mühevoll zustandegekommene Universalität der Vereinten Nationen zu zerstören. »

Nach Ansicht des luxemburgischen Regierungschefs sind die Vereinten Nationen das einzige Forum der Welt, auf dem die kleinen und mittleren Länder ihre Stimme zu Gehör bringen können. Thorn ist überzeugt, daß die Gespräche zwischen den Entwicklungsländern und den Industriestaaten bald in eine Phase der gemeinsamen Verständigung eintreten werden : « Obwohl uns der Begriff neue Wirtschaftsordnung vor einem Jahr schockiert haben mag, wird jetzt immer deutlicher, daß die Industrienationen die Notwendigkeit einer Änderung erkannt haben, und daß die Dritte Welt ebenso zu dem Schluß gekommen ist, daß ein faires und für jeder-

mann annehmbares System nicht durch einen einfachen Mehrheitsbeschluß eingeführt werden kann.»

Eine der Hauptaufgaben der jetzigen Vollversammlung wird es nach Thorns Meinung sein, die verschiedenen Konferenzen und Projekte zur Beseitigung des wirtschaftlichen Ungleichgewichtes in der Welt zufriedenstellender zu koordinieren. Thorn ist sich bewußt, daß er als neuer Versammlungspräsident keine entscheidenden Vorrechte und Vollmachten genießt. Er glaubt jedoch, daß er durch seinen mäßigen Einfluß in persönlichen Gesprächen zur Ausgeglichenheit der Weltorganisation beitragen kann. Dabei kommt ihm seiner Meinung nach die Tatsache zugute, daß er aus einem kleinen Land stammt. Daß das Großherzogtum jedoch einen sehr hohen Lebensstandard hat, weiß Thorn durch die Bemerkung zu entkräften, seine Heimat sei « das meist kolonisierte Land der Welt » gewesen. Luxemburg sei jahrhundertlang von Deutschland, Frankreich, Spanien und Österreich beherrscht worden — « und dennoch haben wir Fortschritte gemacht ».

Der neue Präsident der Vollversammlung übersieht zwar nicht die Grenzen der Vereinten Nationen, betrachtet die Rolle der Weltorganisation aber dennoch als entscheidend: « Meiner Meinung kann man nicht sagen, weil die UNO so häufig wirkungslos geblieben ist, habe sie ihre Existenz-Berechtigung eingebüßt. Ich bin der Ansicht, daß die Vereinten Nationen ihre wahre Rolle noch gar nicht gefunden haben. »

Thorn warnt davor, die Weltorganisation als eine Art « Weltregierung » zu betrachten. Dies sei utopisch. Die UNO sei « eine meinungsbildende Körperschaft... ein Forum für die Diskussion wichtiger Fragen, aber nicht zur Lösung der anstehenden Probleme ». Dafür seien kleine Arbeitsgruppen weitaus eher geeignet als die Vollversammlung.

« Weltbild »

Dans un portrait publié par le « Weltbild » d'Augsbourg en date du 15 octobre, Peter Hornung écrit le commentaire suivant concernant Monsieur Gaston Thorn, avec le sous-titre « Weltmann aus dem Kleinstaat » :

Die vorläufig letzte Etappe seines Erfolgs war die Wahl zum Präsidenten der UNO-Vollversammlung. Geschlossen hatte die Neunergemeinschaft den 47-jährigen Premierminister Luxemburgs, Gaston Thorn, für dieses Amt vorgeschlagen. Zum ersten Mal trat die EG vor der Weltorganisation als festgefügte politische Einheit auf.

Bisher begnügte sich die Neunergemeinschaft mit der Rolle einer losen wirtschaftlichen Interessenvertretung. Ihre Sprecher durften nur zu Wirtschafts-, Handels- und Entwicklungsfragen Stellung nehmen. Gaston Thorn erhielt für die UNO ernsthafte politische Vollmachten. Auf dem Venedig-Treffen der neun EG-Außenminister wurden sie beschlossen.

Die Nominierung Gaston Thorns entsprang keineswegs der kleinmütigen Bescheidung auf den möglichst kleinsten gemeinsamen Nenner. Luxemburg spielte immer eine wichtige Rolle im europäischen

Einigungsprozeß. Der Premier des Großherzogtums gehört zur Generation der « neuen Europäer », die nach den großen Bewältigern des Anfangs wie De Gasperi, Charles de Gaulle und Konrad Adenauer jetzt zur Alltagsarbeit übergehen.

Selbstbewußt macht der Luxemburger vor der Weltorganisation deutlich, daß sich der Wirtschaftsgigant zu einem politischen Machtfaktor wandelt. Dabei mied er jeden Anflug neuer Großmachtarroganz. Der Europäer Gaston Thorn verdankt seine Karriere großer Zähigkeit, aber auch Phantasie und Esprit. Mit diesen Eigenschaften erregte er vor dem Weltforum Aufsehen. Das Europa der EG gab ihm eine imponierende Visitenkarte ab.

Rückschläge gab es bisher nicht in der Karriere des Gaston Thorn. Kaum war der Jurastudent Vorsitzender der luxemburgischen Studentenvereinigung, rückte er erneut weiter zum Präsidenten der Weltstudentenkonferenz auf.

Ins Straßburger Europaparlament delegiert, wurde er bald darauf zum stellvertretenden Vorsitzenden der liberalen Fraktion gewählt sowie zum Präsidenten des wichtigen Parlamentsausschusses für die Entwicklungsländer und die mit der EG assoziierten afrikanischen und karibischen Staaten.

Erst Gaston Thorn beendete den Prozeß der Verkümmern in der liberalen Partei Luxemburgs 1961, als die « Demokratische Partei » von der totalen Auszehrung bedroht war, wurde der damals 33-jährige Stadtrat von Luxemburg als Erneuerer geholt. Seitdem schob er seine Partei immer näher an die beiden Spitzenreiter, die Christsozialen und die Sozialisten heran.

Dabei ging er sehr viel vorsichtiger und pragmatischer vor, als zur gleichen Zeit die F.D.P. in der Bundesrepublik. Auch seine « Demokratische Partei » bewegte sich vom Konservatismus der Altliberalen fort. Aber vor einem Linksruck bewahrte er die Partei. 1969 koalierte er mit den Christsozialen und erhielt das Amt des Außenministers.

Vier Jahre danach brachte er dem Koalitionspartner eine vernichtende Wahlniederlage bei. Gaston Thorn hatte direkt gegen den christlich-sozialen Regierungschef Pierre Werner kandidiert. Er schlug ihn mit dem sensationellen Vorsprung von über 30 000 Stimmen. Mit diesem gefährlichen Rivalen wollte Werners gescheiterte Partei keine neue Koalition mehr eingehen. Andere Partner fand sie nicht.

Da glaubten die Sozialisten an ihre Stunde. Sie boten den Liberalen ein Regierungsbündnis an. Gaston Thorn akzeptierte die Offerte mit dem Vorbehalt, daß er die Ämter des Premiers und Außenministers übernimmt. Nach kurzem Zaudern willigten die Sozialisten ein, daß der kleinere Partner die Richtlinien der Politik bestimmt. Mit einer Partei an dritter Stelle brachte Gaston Thorn das politische Kunststück fertig, Regierungschef in Luxemburg zu werden.

Rasch profilierte er sich in der EG. Er sprach als Vertreter eines Kleinstaats Dinge aus, die Franzosen und Deutsche, Briten und Italiener nicht so ungeübt zur Debatte stellen können. Vor allem kämpfte

er gegen den Geist der « Scheckbuch-Gemeinschaft ». So unbekümmert und zielstrebig, wie der Luxemburger in der Neunergemeinschaft agiert, präsentiert er sie nach außen. Der EG-Auftritt mit einer Stimme vor der UNO war nur ein Auftakt. In Venedig wurden Initiativen für Nahost und zur Beendigung der Krise zwischen der Türkei und Griechenland beschlossen. Das Europa der Neun beginnt seine politische Identität vor aller Welt zu demonstrieren. Gaston Thorn ist der eindrucksvolle Interpret.

« Deutsche Volkszeitung »

Voici le texte du portrait consacré par la « Deutsche Volkszeitung » de Dusseldorf à Monsieur Gaston Thorn :

Zu den ungeschriebenen Gesetzen der UNO gehört, daß kein Außenminister einer Großmacht Präsident der Vollversammlung werden kann und daß diese alljährlich zu erneuernde Wahlfunktion nach einem geographischen Rotationsprinzip besetzt wird. Dem kämpferischen Präsidenten des letzten Sitzungsjahres, dem Algerier Bouteflika, wird voraussichtlich der Staatsminister Gaston Thorn, Präsident der Regierung und Außenminister des Großherzogtums Luxemburg folgen.

Der 47jährige Jurist — Studien in Lausanne und Paris, da Luxemburg keine eigene Universität hat — repräsentiert eines der nach Staatsgebiet und Bevölkerungszahl kleinsten Mitgliedsländer der UNO (2569 qkm und 350 000 Einwohner). Aber mit einer Stahlproduktion von fast 7 Millionen Tonnen (1974) auf Basis der im südlichen Landesteil liegenden Minetteerzlager ist Luxemburg einer der wichtigsten Stahlexporteure der Welt. Die Stadt Luxemburg ist durch die Mitgliedschaft des Landes in der EG, ihre zentrale Lage und günstige Steuer- und Niederlassungsgesetze zum Sitz vieler Institutionen der Wirtschaftsgemeinschaft, von über 100 Banken und einer kaum zu überschendenden Zahl von Holdinggesellschaften und damit zu einem Eldorado der internationalen Finanz- und Konzernwelt geworden.

Das beeinflußt die Politik des in Währungs- und Wirtschaftsunion mit dem Nachbarstaat Belgien verbundenen Landes und kennzeichnet auch seinen Regierungschef und Außenminister Thorn. Nachdem er als Student bereits Präsident der Internationalen Studentenkonferenz (Conférence Mondiale des Etudiants), eines Vorläufers des Weltstudentenverbandes, gewesen war, verdiente er sich ab 1959 als Abgeordneter des Luxemburger Parlaments seine politischen Sporen durch eine umfangreiche Tätigkeit im Rahmen der EWG und anderer westeuropäischer Institutionen.

1961 wurde er Vorsitzender der (bürgerlich-liberalen) Demokratischen Partei, 1968 Außenminister in einer Koalition mit der großbürgerlichen Christlich-Sozialen Volkspartei, die ähnlich der CDU seit Kriegsende die Politik des Landes bestimmt und abgewirtschaftet hatte. 1974 kam es dann zu einer « Protestwahl » der Luxemburger, deren Ergebnis zu der heutigen Koalition zwischen Demokratischer

Volkspartei und der Sozialistischen Arbeiterpartei führte und Thorn zum Regierungschef machte.

In der nach Verhältniswahlrecht gewählten Kammer sitzen 14 Demokraten, 17 Sozialisten, 5 Sozialdemokraten (die sich von der Sozialistischen Arbeiterpartei wegen deren Koalition mit Kommunisten in der Bergarbeiterstadt Esch abspalteten), 18 Christlich-Soziale und 5 Kommunisten.

Luxemburg leidet wie seine Nachbarstaaten unter den Gebrechen der EG und des Kapitalismus : Inflation, Arbeitslosigkeit, Landwirtschaftsprobleme. Fast 30 Prozent der Bewohner sind keine « Letzeburger », wie sich das Staatsvolk in seinem eigenständigen moselfränkischen Dialekt nennt, sondern Ausländer : Deutsche, Franzosen, Belgier und viele Italiener. Ähnlich wie die Bundesrepublik versucht Thorns Regierung die weitere Einwanderung zu beschränken, ist aber an die in der EG erklärte Freizügigkeit aus EG-Ländern gebunden.

Die luxemburgische Innen- wie Außenpolitik ist völlig vom Verhältnis zu den großen Nachbarländern Frankreich (französisch ist die Regierungssprache) und Bundesrepublik geprägt. In einem Interview sagte Thorn von sich selbst :

« Was meine Entwicklung meistens geprägt hat, wie all die Menschen meiner Generation, war selbstverständlich der letzte Krieg. Ich war zwölf Jahre, als der Krieg mit der Besetzung durch das Nazi-regime am 10. Mai 1940 für uns ausbrach. Mein Vater wurde gleich am ersten Tag inhaftiert und kam erst nach dem Krieg aus Deutschland zurück. Ich selbst wurde mit 15 Jahren in ein Jugenderziehungslager gesteckt. Das war zur Zeit, als das ‚Reich‘ sich entschlossen hatte, Luxemburg einzugliedern, die luxemburgische Staatsangehörigkeit aufzuheben und die Luxemburger als Zwangsrekrutierte in die Wehrmacht zu stecken. »

Das war das Schicksal von vielen Generationen — es gab kaum einen Krieg seit dem Mittelalter, in den Luxemburg nicht hineingezogen wurde. Verträge von 1815 und 1839 gaben dem Land seine völkerrechtliche Unabhängigkeit, 1867 legte ein internationaler Vertrag seine « unverletzliche Neutralität » fest, die zwischen 1914 und 1918 und 1940 bis 1944 jeweils durch deutsche Besetzung verletzt wurde, weil die Schlotbarone an der Ruhr die Eisenerzlager Luxemburgs in eigene Regie nehmen wollten.

Thorn und die luxemburgischen Parteien außer den Kommunisten glauben mit ihrer Mitgliedschaft in EG und NATO jene Sicherheit gefunden zu haben, die dem Letzeburger Volk in seiner langen Geschichte so selten beschert war. So wird der neu zu wählende Präsident der UNO-Vollversammlung, Gaston Thorn, dort auch weniger als Repräsentant seines Landes fungieren, denn als Vertreter eines « Europa », das nach der Charta von Helsinki noch weniger diesen Namen verdient als je zuvor.

Dem international erfahrenen und agilen Politiker Thorn wird es aber kaum schwerfallen, sein Amt so zu führen, wie es die Rolle des über den Parteien stehenden Präsidenten der Weltversammlung der Völker fordert.

« Deutsches Allgemeines Sonntagsblatt »

Thilo Koch écrit l'article suivant dans le « Deutsches Allgemeines Sonntagsblatt » du 14 septembre sous le titre « Im Club der kalten Katzen » :

Bei diesem Mann kann der erste Eindruck täuschen. Ein beweglicher kleiner Herr mit flinken Augen und noch flinkerem Bemerkungen. Witz, Ironie, Kenntnisse, Energie — das ist für einen Politiker zwar leider nicht selbstverständlich, aber vom Regierungschef des kleinsten — und feinsten — Partners der Europäischen Gemeinschaft kann man es erwarten. Gaston Thorn indessen hat das Format eines europäischen Staatsmannes.

Er sieht jünger aus, als er ist. Am 3. September 1928 wurde er in Luxemburg geboren, wuchs in Frankreich auf, wo er später auch Jura studierte.

Wie so viele Luxemburger, wurde sein Vater während des Zweiten Weltkrieges von der deutschen Besatzungsmacht inhaftiert. Als der Staatsminister mir auf dem « Bock » ein Fernsehinterview gab, im Hintergrund Luxemburgs berühmte jahrhundertlang umkämpfte Festung, sagte er : « Dort unten, das ist das Gefängnis; im Hof sah ich von hier oben meinen Vater... » Gaston Thorn wurde 1943 auch selbst wegen politischer Tätigkeiten belangt und in ein Lager gebracht — als Fünfzehnjähriger.

Die einzigartige Lage des Großherzogtums Luxemburg im Zentrum Europas befähigte, ja zwang die Luxemburger schon früh, europäisch zu denken und zu handeln.

« Ich hoffe », sagt Gaston Thorn, « heute hat jedermann in unserem alten Kontinent zwei Vaterländer, sein eigenes und Europa. » Thorn ist so etwas wie ein Berufseuropäer. Er gehörte 1959 dem Europäischen Parlament an und ist seither mit seinem liberalen Parteifreund Walter Scheel befreundet. Er war Mitglied des Europarates in Straßburg. Als Regierungschef und Außenminister eines Landes der EG nahm und nimmt er an allen wichtigen Sitzungen der Organe der Gemeinschaft teil. Vom 1. Januar bis 30. Juni 1976 wird Gaston Thorn turnusgemäß den Vorsitz im EG-Ministerrat und in der Außenminister-Konferenz sowie im Europäischen Rat der neun Regierungschefs übernehmen. Übernimmt er sich damit nicht ?

Wird er diese Ämterhäufung verkraften, wenn er nun auch noch für ein Jahr Präsident der Vollversammlung der UNO ist ? Schließlich steht er zu Hause in Luxemburg auch noch an der Spitze seiner Partei, der liberalen Demokraten, die zusammen mit den Sozialisten 1974 die erste Links-Mitte-Regierung in der Geschichte des Großherzogtums bildeten. Thorn schrecken solche Lasten nicht. Der 47jährige versteht etwas von Ökonomie, vor allem auch von Zeitökonomie. Er ist diszipliniert, bis in die Zehenspitzen, der geborene Manager, ein Diplomat mit festen Überzeugungen, die er flexibel zur Geltung bringt.

Als ein « kleiner » Europäer mitzusetzen im Spiel der Großen, Entspannungsversuche auch im Nord-Süd-Konflikt, im Weltgegensatz arm—reich mitzumachen, das lockt ihn, das wird sein New Yorker

Metier. Verglichen mit seinem Vorgänger bei den Vereinten Nationen, ist er fast ein Gegentyp Bouteflikas. Der Algerier agierte bewußt parteiisch, als Kronanwalt der Dritten oder Vierten Welt. Thorn gehört zur neuen Politikerrasse der cool cats. Er hat klare Ziele vor den Augen, aber er arbeitet für sie vorurteilslos, planvoll und realistisch.

« Menschenrecht »

« Zuerst mit den Hauptkampfhähnen reden », tel est le titre du commentaire de Martin Schiller dans « Menschenrecht » du 23 septembre :

Noch ist viel von den Ergebnissen der Europäischen Sicherheitskonferenz die Rede. Schon aber rüstet alle Welt für New York. Denn der Herbst am East River könnte sehr lebendig werden. Gerald Ford hat Amerikas Botschaft bei den UN vorsorglich mit einem klassischen « Trouble-Shooter » neu besetzt : Ex-Nixon-Berater Patrick Moynihan soll das neue Selbstbewußtsein der Entwicklungsländer auf rationale Größe zurechtstutzen. Der erste — « außerordentliche » — Termin ist die Rohstoffkonferenz der UN. Sie wird noch präsiert von jenem Mann, den viele Europäer als großes Verhängnis für die Organisation der Vereinten Nationen ansehen, die Dritte Welt jedoch überwiegend als eine Art Sprecher akzeptiert : Abdelaziz Bouteflika, der agile Außenminister Algeriens, ein ideologischer Erbe des Revolutionärs Frantz Fanon. Die anschließende ordentliche Session aber wird — aller Voraussicht nach — ein Europäer leiten : Gaston Thorn, Ministerpräsident und Außenminister des Großherzogtums Luxemburg. Parteichef der dortigen « Demokratischen Partei » (etwa den Freien Demokraten Deutschlands vergleichbar) und Präsident der « Liberalen Internationale », vom regen Temperament und dezenten Körpermaß seinem algerischen Vorgänger als UN-Präsident ähnlich, politisch aber klar ein Mann des industrialisierten Europas, wengleich bereit zum Ausgleich und zum Gespräch mit den jungen Nationen.

Bouteflikas kontroversieller, deklariert parteilicher Stil im UN-Palast hat im letzten Jahr demonstriert, wieviel von der Funktion des Präsidenten der Vollversammlung abhängt. Thorn, 47 Jahre alt, wengleich äußerlich an die zehn Jahre jünger, weiß das genau. « Man sollte die jüngste Entwicklung der Vereinten Nationen zwar nicht dramatisieren », meinte er im Gespräch mit dem Menschenrecht-Korrespondenten in Wien, wo er an einer informellen politischen Diskussion über Probleme des Parlamentarismus teilgenommen hatte.

Aber, fügte er gleich hinzu : « Es ist auf der anderen Seite schon ein wenig beängstigend, daß nach mehr als zwanzigjährigem Aufbau der Vereinten Nationen zur Universalvertretung sich nun eine Mehrheit bildet, die der Minderheit, wenn sie nicht gleich ihrer Meinung ist, mit Ausschluß droht. Natürlich bin ich auch verärgert, wenn sich ein Land nicht an die UN-Resolutionen hält. Ich fände es aber falsch, wenn man daraufhin sofort den Ausschluß dieses Landes beschließt. Die Vereinten Nationen sollen eben der Platz auf der Welt sein, wo alle mit-

einander reden können, sogar jene, die einander in lokalen Konflikten gegenüberstehen.»

Was ist das, was in New York im letzten Jahr geschah, dieser rigorose Einsatz der Mehrheit der Dritten Welt? Ist es eine Verlängerung des Rohstoffkonflikts auf die politische Ebene, ist es nur schlichte Mehrheitstrunkenheit der jungen Völker, oder eine Art Rache für die frühe Vormachtstellung der Industrieländer in den UN?

« Ich glaube, ein bißchen von allem. Das sind Leute, die ein wenig spät zu Macht kamen, die sich zum Teil unterdrückt gefühlt haben — und es ja auch waren —, die verfallen jetzt in die Tendenz, einen Fehler durch einen anderen beseitigen zu wollen. Unser Hauptziel muß es sein, die Beteiligten zur Vernunft zu bringen, vor allem müssen wir auch die Hauptstädte, die politischen Zentralen, dafür sensibilisieren.»

Er habe oft den Eindruck, meint der Premierminister, daß in New York die jeweiligen Botschafter in einem engen Kreis lebten — « in einem elfenbeinernen Turm häufig ». Dadurch würden sie ihre Haltungen oft zuspitzen, übersteigern und schließlich « einschwenken auf den Maximalisten ».

Diplomatische Gruppendynamik am East River? Nun, jedenfalls würden die Regierungen in den verschiedenen Ländern solche Vorgänge danach herabspielen, etwa in dem Sinn — so Thorn — « mein Gott, das war so ein Gerede in New York ». Diesen Regierungen müsse man beibringen, « daß Worte, die jahrelang im Raum stehen, auch die bilateralen Beziehungen belasten können.»

Und was kann der Präsident selbst tun? Erst sagt Thorn — seinem Vorgänger, der ungenannt bleibt, ins Stammbuch —, was der Präsident nicht tun soll: « Er soll den anderen selbstverständlich nicht seine persönlichen Ansichten zu oktroyieren versuchen. Seine Aufgabe ist es vielmehr, Moderator zu sein. Er soll mit den Hauptkampfhähnen — oder ‚Fraktionsführern‘ — vorher sprechen, damit strittige Themen möglichst schon vor der Debatte weitgehend abgeklärt sind.»

Nach dem Jahr mit Algiers Bouteflika wird das Kurt Waldheim vermutlich gerne hören. Wie ist das Verhältnis mit ihm? « Ich kenne ihn, seit wir beide Außenminister unserer Länder waren. Wir haben es nie fertiggebracht, zwischen Österreich und dem Großherzogtum Luxemburg Probleme zu schaffen.»

Wie wird sich denn die Rohstoffkonferenz — unter Bouteflika — auf die anschließende Generalversammlung — unter Thorn — auswirken? Wird sie — um in politmeteorologischen Metaphern zu sprechen — das Klima aufladen oder eher entspannen?

« Vor einem Monat hätte ich eher gedacht, die Auswirkungen würden negativ sein. Ich glaube aber, daß die allgemeine Wirtschaftskrise, unter der ja nicht nur die Industrienationen leiden, die Entwicklungsländer auf einen « Secound Thought » brachte. Sie haben sich das also noch einmal überlegt und haben erkannt, daß man das Kind mit dem Bade ausschütten würde, wenn man gleich alles mit einer Konferenz erreichen will. Heute weiß jeder, daß man das System global ändern muß, daß aber dies

nur in einer Reihe von Schritten — von Konferenzen, und zwar global und regional — möglich sein wird.»

Mit Thorn, dem Regierungschef des kleinsten EG-Mitgliedslandes, wird im Herbst ein weiterer Kleinstaat auf die internationale Bühne treten: Ist das nur Zufall, nur Ergebnis des internationalen Prozesses, oder doch auch eine Art logische Konsequenz aus der Multilateralisierung der Politik, in der die Großen ohne die Kleinen mitunter nicht weiterkommen? Das mag schon sein, stimmt Thorn zu, bis zu einem gewissen Grad, die Kleinen hätten weniger Prestige zu verlieren, sie könnten in internationalen Verhandlungen « imaschinativ », sagt der Luxemburger — wirken, die Großen zueinanderzubringen. So habe er die Aufgabe seiner Regierung in der EG und auch in Genf immer verstanden. Freilich, man sollte sich, sagt Thorn gegen Ende des Gesprächs, keine Illusionen machen: « Wenn eine Krise da ist, sind die Großen wieder ganz groß und die Kleinen ganz klein.» Europas Kleine könnten nur dazu beitragen, daß es dazu möglichst nicht kommt, betonte Thorn abschließend, der ab Mitte nächsten Jahres außerdem auch noch Vorsitzender des Europäischen Ministerrates sein wird.

« L'Eventail »

Voici des extraits de propos recueillis par Jo Gérard et publiés par « L'Eventail » de Bruxelles du 25 juillet sous le titre « Gaston Thorn et le Grand-Duché de Luxembourg » :

Devant moi, le Président du Conseil des Ministres Luxembourgeois, Gaston Thorn, le regard vif, le geste rapide, une voix d'orateur.

— M. le ministre, si nous parlions de la jeunesse luxembourgeoise ?

Pourquoi pas ? Elle a beaucoup changé depuis vingt ans. Elle était nationaliste et cela se comprend, car il me paraît normal que lorsqu'on appartient à un petit pays, on tienne à affirmer d'autant plus vigoureusement sa personnalité.

Aujourd'hui mes compatriotes de la nouvelle vague sont plus européens, plus attentifs aux problèmes internationaux.

— Et contestent-ils ?

Oui, oui, c'est le propre de la jeunesse de remettre tout en question. Toutefois, chez nous, on ne se livre pas à certains excès qu'on déplore ailleurs.

Vous dirais-je aussi que la situation démographique du Luxembourg est grave et le vieillissement de la population assez inquiétant ? J'en parlais déjà il y a quinze ans dans un discours qui, à l'époque, fit du bruit.

Or, ce que je n'apprécie pas chez certains jeunes, c'est leur préoccupation de s'assurer d'abord un traitement stable et ensuite une retraite confortable.

Mauvais, ces réflexes-là, quand on a vingt ans.

Je souhaite plus de dynamisme, de goût de l'aventure et du risque. Oui, que les jeunes veuillent conquérir quelque chose.

— Et face à vos parlementaires comment les jeunes réagissent-ils ?

Ils ne les bousculent pas assez. L'homme politique est celui auquel les jeunes doivent demander d'avantage qu'aux autres.

— Que fait M. Gaston Thorn lorsqu'il dispose de quelques loisirs ?

Il les partage entre le sport et la lecture. Guère de romans, plutôt des livres d'histoire.

— Et quelle période vous attire-t-elle ?

Depuis dix ans, l'époque contemporaine, mais je garde une prédilection pour le Moyen-Age et particulièrement pour le grand siècle bourguignon.

— Vous êtes une des figures de proue de l'Europe. Si vous me parliez d'elle ?

L'Europe ? Elle doit inévitablement, j'allais dire inéluctablement se faire. Il n'y a plus, aujourd'hui, un seul homme politique occidental qui oserait s'opposer à l'idée européenne car il perdrait tout crédit, toute popularité.

— Vous êtes donc optimiste ?

Oui et non.

— Pourquoi : « non » ?

Parce qu'il arrive au nom d'un idéalisme creux et phraseur que certains, qui se font de l'Europe une image aussi fautive que grandiose, s'opposent aux réalistes et aux esprits pragmatiques. Ceux-ci essaient de bâtir solidement l'Europe en tenant compte du possible.

Les autres voudraient qu'on tienne compte de leurs rêves.

— Soit, mais n'est-il pas désormais impensable qu'un jeune Allemand et un jeune Français se tirent dessus ?

On le dit. Il n'en reste pas moins qu'en histoire, tous les crimes demeurent possibles, qu'il faut, chaque jour, tisser et retisser la trame de la paix européenne.

Elle ne va pas de soi et s'endormir sur un oreiller de lieux communs tous plus édifiants les uns que les autres, serait redoutable à la longue.

— D'accord, mais l'Europe s'est dotée d'institutions efficaces...

Je ne le nie point. Je n'en constate pas moins que de vieux nationalismes persistent et qu'on essaye encore, tout en se proclamant européen, de grappiller de-ci de-là des petits avantages pour son propre pays au mépris de l'intérêt général. Si on n'y prend garde, ce grignotage pourrait bien affaiblir la notion même de communauté européenne jusque dans ses racines, dans ses fondements.

Il y a vingt-cinq ans, les Adenauer, les de Gasperi, les van Zeeland, les Schuman forgeaient, parce qu'elle était alors indispensable, une Europe qui devait servir de cadre et à la reconstruction de nos économies et à la réconciliation franco-allemande. Le climat de 1975 souffre du grignotage nationaliste qui, dans

l'enthousiasme des débuts européens, était impensable.

Si on triche trop avec les traités, si on sollicite trop les conventions, elles deviennent peu à peu lettre-morte.

— On dit que vous présiderez l'ONU, que vous serez président de la Communauté européenne, et que pense-t-on de ce bel avenir à Luxembourg ?

Le peuple approuve car il voit, dans l'honneur qu'on veut bien me faire, un hommage à notre pays. Celui-ci est situé au centre même de l'Europe, il a son rôle à y assumer et sa mission à y remplir.

Le Rhin, voyez-vous, ne peut plus être une frontière, mais un trait d'union comme l'avait bien vu ce précurseur qu'était mon grand compatriote Emile Mayrisch, lorsque durant l'entre-deux-guerres, il déployait tant d'efforts pour rapprocher la France de l'Allemagne.

— Et votre conclusion ?

On ne conclut jamais, cher Monsieur, mais aujourd'hui, quand une grande puissance parle de sa mission, je crains parfois qu'elle n'y englobe pas assez ses devoirs.

Aussi longtemps qu'un pays comme le mien restera, sur le théâtre occidental, un interlocuteur valable, l'Europe se révélera une réalité vivante. Mais si on n'écoutait plus ceux dont la puissance ne se traduit pas en kilomètres carrés, c'est l'esprit européen lui-même qui aurait disparu.

« Les Dernières Nouvelles d'Alsace »

« Un conciliateur né ayant fait son apprentissage à Strasbourg », tel est le titre d'un commentaire publié le 17 septembre par les « Dernières Nouvelles d'Alsace » :

Quel beau sujet de conversation pour la population du petit Grand-Duché. L'élection de leur chef de gouvernement au fauteuil présidentiel de la Maison de verre de Manhattan a été ressenti avec fierté par les 300 000 compatriotes de M. Thorn. Un événement national qui a presque fait oublier la médaille d'or de Josy Barthel, vainqueur du 1500 mètres aux Jeux olympiques de Helsinki en 1952...

Mais au-delà de cet aspect anecdotique il faut bien reconnaître que l'accession de l'ancien avocat de Luxembourg à la présidence de l'Assemblée générale des Nations Unies consacre la carrière d'un homme qui a l'étoffe d'un homme d'Etat de dimension internationale.

Jeune député du parti libéral — il a aujourd'hui tout juste 47 ans — Gaston Thorn vint siéger tout au long des années soixante à Strasbourg comme représentant de son pays au parlement européen. Il fut notamment président de la commission pour la coopération avec les Etats africains et malgaches au lendemain de l'entrée en vigueur de la Convention de Yaoundé. Un excellent président qui sut nouer, dans les premières années de la décolonisation, des rapports étroits avec les hommes responsables de l'outre-mer.

Contacts qui devraient lui faciliter considérablement sa tâche maintenant qu'il succède à New York à l'Algérien Bouteflika, auquel on a fréquemment reproché d'avoir transformé l'enceinte de l'ONU en lieu d'affrontement entre pays riches du monde industrialisé et pays pauvres du tiers monde.

Petit, mais carré, d'une extrême courtoisie, sachant manier l'humour, connaissant à fond les dossiers, Gaston Thorn s'est révélé un conciliateur né lorsqu'il devint, en 1969, ministre des Affaires étrangères. On s'en aperçut en particulier sous la présidence luxembourgeoise du Conseil des communautés européennes. Georges Pompidou n'hésitait pas à consulter le chef de la diplomatie du petit Etat voisin reçu à Moscou et à Pékin, à Jérusalem comme au Caire. Et lors du dernier « sommet des Neuf », la présence de Gaston Thorn, devenu entre temps Premier ministre du Grand-Duché, permit d'arrondir bien des angles...

Voilà donc l'homme chargé désormais d'aplanir également les difficultés surgissant à tout moment dans une ère de violence entre les 140 Etats membres de cette mosaïque qui s'appelle... Nations Unies. Excellent diplomate, doué pour la médiation, Gaston Thorn est pourtant aussi un homme de principe. On s'en aperçut lorsque le Luxembourg vota à New York contre la formule mexicaine visant à l'établissement d'un « nouvel ordre économique mondial ». Réaction surtout affective, car l'ancien résistant luxembourgeois s'est rappelé alors que « quelqu'un avait déjà promis l'ordre économique nouveau en 1940 »...

« Tagesanzeiger »

« Thorn, eine Mittlerfigur mit scharfer Zunge », tel est le titre d'un commentaire publié par le « Tagesanzeiger » de Zurich le 17 septembre :

Mit der Wahl zum Präsidenten der 30. UNO-Vollversammlung hat Gaston Thorn eine Stellung erreicht, die man einem Vertreter eines Zwergstaats nicht ohne weiteres zutraut. Der Premierminister Luxemburgs dürfte sich jedoch durch diese Würde nicht aus der Fassung bringen lassen. Der kleine, quicklebendige 47jährige Mann ist seit Jahrzehnten das Rampenlicht gewohnt. Bereits als Präsident der studentischen Weltkonferenz hatte er Gelegenheit, sich auf sein jetziges Amt vorzubereiten, und seither verstand er es immer wieder, sich in den Mittelpunkt zu rücken.

Im Alter von 31 wurde er Mitglied des Europäischen Parlaments, dessen liberale Fraktion er präsidierte. 1969 schaffte er als Außenminister den Sprung in die Regierung, und nach den Wahlen von 1974 wurde ihm als Vertreter der drittgrößten Partei des Landes der Posten des Ministerpräsidenten übertragen. Dazwischen hatte er im ersten Halbjahr 1972 als Präsident des EG-Außenministerrats Gelegenheit, sich als überzeugter Europäer einen Ruf zu schaffen. Als Vertreter eines Kleinstaats mit wenig eigenem Interessenballast war er die geeignete Mittlerfigur, und er verstand es, diesen Vorteil zu nutzen. Seine scharfe Zunge, sein juristisch geschulter Verstand und seine an studentische Zeiten erinnernde Jovialität verschafften ihm Respekt und Ellenbogenfrei-

heit gegenüber seinen mächtigeren Verhandlungspartnern.

Seine Verdienste auf dem europäischen Parkett waren es auch, die Thorn zur Krönung seiner bisherigen Laufbahn verhelfen. Er ist der Mann der EG, die übrigens an dieser UNO-Vollversammlung nur mit einer Stimme sprechen wird. Im Gegensatz zu seinem Vorgänger, dem algerischen Außenminister Abdel Bouteflika, der sich ganz zum Anwalt der Dritten Welt innerhalb der UNO gemacht hatte, dürfte Thorn wohl versuchen, eine diskretere und gemäßigtere Rolle zu spielen.

w. v.

« Paris Match »

Sous le titre « Gaston Thorn accède à la présidence de l'ONU », « Paris Match » a publié le 20 septembre le reportage suivant :

Pour la première fois dans l'histoire, c'est un ministre luxembourgeois qui va être président de l'ONU. Il s'agit de Gaston Thorn, qui cumule, au Grand-Duché, les fonctions de président de gouvernement, ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de l'éducation physique et des sports. Gaston Thorn est une des valeurs sûres de l'Europe. De par la position géographique et politique de son pays, il a été amené à jouer un rôle très important dans tous les problèmes qui se posent pour les pays de la communauté et pour leurs relations avec les USA et l'URSS. C'est lui que le président Ford a consulté en premier au cours de la session de l'OTAN en juin dernier à Bruxelles. Quelques jours plus tard, Thorn était reçu avec faste en URSS où il devait avoir des entretiens très importants avec les dirigeants soviétiques. Enfin, le président luxembourgeois a été un des grands artisans de la conférence de la paix d'Helsinki du 30 juillet. Gaston Thorn marquera de son empreinte toute la vie politique de l'année. Après la session d'automne de l'ONU, qui doit se tenir à New York jusqu'au 22 décembre, il reviendra en Europe où il sera président du conseil des communautés à Bruxelles. Il a quarante-sept ans.

C'est un peu grâce à sa femme Liliane que Gaston Thorn est devenu un des grands hommes politiques de l'Europe. Il militait dans les rangs du syndicalisme étudiant lorsqu'il la rencontra. Il était président de l'Union nationale des étudiants, Liliane était secrétaire générale. Ils se marièrent et Liliane, dont le père, M. Petit, avait fait une belle carrière au sein du parti démocrate, décéda en son mari des qualités d'homme politique. Lui se destinait à la carrière d'avocat; après avoir eu une adolescence marquée par la guerre: son père fut déporté, et lui-même arrêté à quinze ans. Presque contre son gré, sa femme l'obligea à se présenter en 1959 aux élections législatives. Gaston Thorn fut élu député à trente et un ans. Depuis seize ans, il n'a plus quitté la scène politique. Réélu en 1964, 1968 et 1974, il est conseiller municipal de Luxembourg de 1959 à 1969, puis échevin de la capitale de 1961 à 1963. C'est à Strasbourg, au Parlement européen, qu'il forge ses qualités d'homme politique international. Ses maîtres furent Robert Schuman et Adenauer, ensuite M. Bech.

Plusieurs fois ministre de 1969 à 1974, il devient président du gouvernement le 18 juin 1974. Aujourd'hui, Gaston Thorn succède à l'Algérien Bouteflika à la tête de l'ONU. Il voudrait changer un peu les méthodes de travail de la grande assemblée. Son rêve serait d'en faire un parlement moins violent, c'est-à-dire un endroit où l'on parle et non où l'on se querelle, et se condamne. La tâche sera dure. Mais Gaston Thorn, avec sa fougue et sa diplomatie souriante, espère réussir. Les jours de grand débat, il aura dans les tribunes un allié et un adversaire inattendu : sa femme Liliane. Elle est journaliste à RTL et au « Républicain lorrain ». Elle doit relater la session de l'ONU. « A New York, chacun pour soi », a-t-elle confié à son mari. Gaston Thorn redoute ses articles car, très souvent depuis vingt ans, ils n'ont pas toujours été d'accord politiquement, et Liliane Thorn ne s'est jamais cachée pour l'écrire.

« Deutsche Zeitung »

La « Deutsche Zeitung » de Stuttgart a publié le 5 septembre le portrait suivant sous le titre « Gaston Thorn — neuer Hausherr am East River », sous la plume de Wolfgang Höpker :

Der luxemburgische Ministerpräsident und Außenminister Gaston Thorn, auf ein Jahr Präsident der im Herbst beginnenden 30. Generalversammlung der Vereinten Nationen, gilt als ein entscheidungsfreudiger Mann, den Ämterhäufung nicht erschreckt, sondern erst recht zu überschäumendem Arbeitseifer anfaucht. Nach dem Prinzip der geographischen Rotation fiel diesmal das Ehrenamt des Sitzungspräsidenten — nicht zu verwechseln mit dem Posten des UNO-Generalsekretärs, den derzeit der Österreicher Waldheim besetzt hält — an die westeuropäische Staatengruppe. Man einigte sich auf den Regierungschef des kleinsten EG-Mitgliedlandes, das keine kolonialherrschaftliche Vergangenheit hat und auch sonst nicht die Bürde politischer Machtinteressen trägt.

Und doch wird Gaston Thorn der dreimonatigen Session der UNO-Vollversammlung kein bequemer Vorsitzender sein. Der neue Präsident ist eindeutig ein Exponent des industrialisierten Europas, dem das kleine Großherzogtum Luxemburg dank seiner Schwerindustrie wie auch seiner Drehscheibenfunktion als internationaler Finanzplatz eine beachtliche Mitgift beisteuert. Thorn weiß zwar, daß er das Massenforum am East River in New York vom heutigen Zerrbild kaum wieder auf realistische Perspektiven oder gar auf die frühere Vormachtstellung der Industrieländer zurückschrauben kann. Aber er ist bereit zum Ausgleich und zum Gespräch mit den jungen Nationen der dritten Welt, die in rigorosem Einsatz die Weltorganisation zu majorisieren und einzuschüchtern entschlossen sind.

Anders als sein Vorgänger im Vorsitz der Vollversammlung, als der von antikolonialistischen Ressentiments getriebene algerische Außenminister Bouteflika, faßt er seine Rolle als die des unparteiischen Schiedsrichters auf. Thorn wird nicht seine Ansicht anderen aufdrängen, er sieht seine Aufgabe als die eines Moderators an. Er will mit den Hauptkampff-

hähnen vorher sprechen, damit in den meist ins Endlose auswuchernden UNO-Debatten strittige Themen schon vorher abgeklärt sind. Als Realist und Pragmatiker hat auch Thorn die Illusion längst begraben, daß die Vollversammlung der Vereinten Nationen ein « Weltparlament » sei. Er weiß nur zu gut, daß die Generalversammlung mit ihrem polyglotten Stimmengewirr kaum mehr als ein Ventil für Meinungs austausch in einer zu zunehmender Interdependenz verurteilten Welt ist.

Seine Sporen auf internationalem Parkett hat sich Thorn auf dem Feld der Europapolitik verdient, auf der er mit Augenmaß, aber auch mit Elan die politische Union des Neunerblocks anstrebt. Er überschätzt seine Rolle als Vertreter eines Ministaates nicht, ist sich aber bewußt, daß die Zugehörigkeit zu internationalen Gemeinschaften wie EG u. NATO der Außenpolitik des Großherzogtums eine neue Dimension gegeben hat. Freimütig, wie er ist, hat er den Krebsgang der Gemeinschaft oft recht bissig kritisiert.

Als Chef der Luxemburger Demokratischen Partei, die etwa der FDP vergleichbar ist, war Thorn nach der Parlamentswahl im Mai 1974 der jüngste Regierungschef in Europa geworden. Er bildete eine Koalition aus Liberalen und Sozialisten, zum ersten Mal seit 1919 sind in Thorns Mitte-Links-Kabinett die Christlichsozialen nicht an der Regierung Luxemburgs beteiligt. Der schon 1961 im Alter von 33 Jahren zum Parteipräsidenten gewählte Thorn ist von Hause aus Jurist. Er promovierte zum Doktor der Rechte und ließ sich als Anwalt in Luxemburg nieder. Bereits 1959 saß er im Europäischen Parlament, wo er bald zum Regisseur der liberalen Gruppe aufrückte.

Heute ist Thorn Vorsitzender der EG-Gruppierung der liberalen Parteien und Präsident der Liberalen Welt-Union. Mit Walter Scheel, dem einstigen FDP-Chef, ist er gut befreundet. Die früher recht nervöse, jedenfalls empfindliche Nachbarschaft zur Bundesrepublik Deutschland wird von Gaston Thorn sorgsam gepflegt. Luxemburgs kommerzielle Interessen lassen das regionale Zusammenwirken zu dritt, mit der Bundesrepublik und mit Frankreich, als wünschenswert erscheinen. In der Strukturplanung hat sich dies in der Formel « Saar/Lor/Lux » verdichtet, die das Saarland, Lothringen und Luxemburg als europäische Kernregion begreift.

« La Libre Belgique »

Le 1^{er} septembre, le journal « La Libre Belgique » a consacré à son invité du mois Monsieur Gaston Thorn, une importante interview avec comme introduction, le commentaire suivant sous le titre « Le sourire discret du Luxembourg » :

A la veille de la rentrée européenne, une rentrée qui s'annonce difficile, « La Libre Belgique » a invité le plus ancien ministre en exercice du Conseil des ministres des « Neuf », M. Gaston Thorn. Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Grand-Duché de Luxembourg. Fin connaisseur des affaires européennes, M. Thorn, qui a le sens des

formules qui font mouche, a sur l'Europe des vues très personnelles, souvent originales.

Mais M. Thorn n'est pas qu'un Européen vaincu; c'est aussi et avant tout un Luxembourgeois qui depuis quelques mois est le maître du destin de ce petit pays qui est lié, comme il le dit si bien, à la Belgique par un mariage de raison qui est devenu un mariage d'amour. Nous l'avons donc également interrogé sur les problèmes de son pays et sur ceux que posent les liens qui unissent ce pays à la Belgique.

Sur tous ces problèmes, M. Thorn pose un œil de politicien mais aussi d'historien, une Histoire qui pour le Premier ministre du Grand-Duché est aussi une passion.

Comment peut-on être Luxembourgeois ? Comme Gaston Thorn. Sans doute est-ce d'être né dans ce petit pays hérissé de chênes et de hauts fourneaux, qui a fait de lui ce personnage attachant, ouvert au monde comme seuls peuvent l'être les hommes de nulle part, si chers aux poètes. Qui ne peuvent faire un pas sans sortir de leur village, et pour qui le village voisin, c'est déjà l'étranger. Qui mieux que d'autres peuvent mesurer la vanité de certaines fausses grandeurs nationales, puisque chez eux, elles seraient manifestement ridicules.

Gaston Thorn : une vision politique largement ouverte sur l'Europe et sur le monde. Une apparence discrète. Un scepticisme souriant. Un humour spontané, difficilement définissable, et pour cela, surprenant. En humour, il y a des recettes : pas chez Thorn. Chez lui, le sourire et le rire bondissent avec la phrase, ils sont là, sous-jacents et permanents, ils glissent dans la mimique, dans le geste.

Il a le sens des formules polies : « L'union économique belgo-luxembourgeoise, au fond, c'est un mariage de déception : nous aimions la France, elle n'a pas voulu de notre amour passionné, nous avons épousé la Belgique. Et maintenant, nous ne voulons plus nous passer d'elle... ».

Il est des attitudes qui sont interdites au Premier ministre d'un pays aussi peuplé qu'un arrondissement de Paris. Pour les autres il ne peut jamais être que le petit frère toléré au tapis vert à la condition d'être sage et de ne pas interrompre les grands. Et on rappelait récemment le propos charmant de Joseph Bech, qui, avant Gaston Thorn, a connu les bouts de table aux conférences internationales : « Lorsque vous avez une bonne idée, cherchez un Etat plus puissant que vous, qui accepte d'en endosser la paternité, et jouissez en silence de votre renoncement ».

De bonnes idées, Gaston Thorn en est plein. Il est historien, il sait que « les peuples sont toujours prêts à refaire les mêmes bêtises » et que les progrès de l'humanité n'atteignent jamais le « point de non-retour ». Ceux qui connaissent les coulisses de l'Europe savent sa manière de laisser passer les grands coups de trompettes des ténors tout remués par leurs complexes de supériorité, pour aiguiller ensuite la discussion vers les choses sérieuses.

Au physique, c'est la même discrétion qu'au moral. Il faut regarder ses photographies, qui saisissent au vol ses expressions, pour s'apercevoir qu'il a le vi-

sage prodigieusement mobile, et dans le regard, des éclairs qui le révèlent. Les mains sont fines et musclées, la paume est ravinée de lignes profondes et bien dessinées dans lesquelles les chiromanciens verraient un destin sûr et rapide. Il a 47 ans, il est Premier ministre à Luxembourg, son étoile monte dans le ciel européen. On en reparlera...

« Zofinger Tageblatt »

« *Aufrichtiger Vermittler* », tel est le titre d'un commentaire consacré à Monsieur Gaston Thorn dans le « Zofinger Tageblatt » du 20 septembre :

Gaston Thorn, der neue Präsident der Vollversammlung der Vereinten Nationen, sieht seine Rolle als die eines « aufrichtigen Vermittlers ». Der 47-jährige Ministerpräsident hofft, in seiner Amtszeit den Ton des Weltforums ändern und echte Lösungen herbeiführen zu können.

Der geistreich-gewandte Rechtsanwalt tritt die Nachfolge des algerischen Außenministers Bouteflika in keiner leichten Zeit an. Er gibt sich auch keinerlei Illusionen über die bevorstehenden Probleme hin : Der Regierungschef und Außenminister des Großherzogtums rechnet mit dem Wiederaufleben einer Anzahl von Konflikten, die die letzte Sitzungsperiode so hektisch machten — so etwa die Frage des UNO-Ausschlusses von Israel und die Fortdauer der Diskussion über eine neue Weltwirtschaftsordnung.

Thorn ist kein Schwarzseher. Er glaubt, daß sich in beiden Problemkomplexen Kompromißlösungen andeuten und ist darüber hinaus der festen Überzeugung, durch persönliche Vermittlung die bestehenden Spannungen zumindest teilweise abbauen zu können. Thorn übersieht zwar nicht die Grenzen der UNO, betrachtet die Rolle der Weltorganisation aber dennoch als entscheidend : « Meiner Meinung nach kann man nicht sagen, weil die UNO so häufig wirkungslos geblieben ist, habe sie ihre Existenzberechtigung eingebüßt. Ich bin der Ansicht, daß die Vereinten Nationen ihre wahre Rolle noch gar nicht gefunden haben. »

Der luxemburgische Ministerpräsident warnt auch vor dem Fehler, die Weltorganisation als eine Art « Weltregierung » zu betrachten. Dies sei utopisch : « Meiner Meinung nach würde sich jedermann davor fürchten. » Die UNO sei weit davon entfernt, eine Regierung darzustellen : « Die UNO ist eine meinungsbildende Körperschaft... ein Forum für die Diskussion wichtiger Fragen, aber nicht zur Lösung der anstehenden Probleme. » Hierfür sind nach Ansicht Thorns kleine Arbeitsgruppen weitaus eher geeignet als die Vollversammlung.

« Los Angeles Times »

Sous les titres : « *Personality in the news* » et « *U. N. President keeps aides gasping* », le « Los Angeles Times » du 18 septembre publie l'article suivant de Don Shannon consacré à Monsieur Gaston Thorn :

Gaston Thorn president of the 30th General Assembly, is a jogger when he's home in Luxembourg

and he is setting a pace here that is leaving aides and interpreters breathless.

Thorn is the first prime minister ever elected to preside over the assembly. As the head of government — even if it's only that of a grand duchy with 350 000 inhabitants — he receives protection from U.S. government agents, who apparently have vetoed early morning runs in Central Park. So the new president has been getting his exercise by moving fast between appointments inside the U.N. buildings. Members of the Secretariat, most of them considerably less fit, trail in his wake.

A lawyer educated in France, Thorn is a fast talker as well. In his initial address to the assembly Tuesday, he frequently raced ahead of the simultaneous translators. At his first news conference Wednesday, an assistant several times pushed forward a paper on which was printed « lentement » — « slowly ».

For Thorn, the world outside has always been an attraction and he presents the well tailored image of the modern European executive, charming and fluent in three languages. He's married to a journalist. Liliane Petit, who was once the Associated Press correspondent in Luxembourg and still writes for two French weekly newspapers. She and their 12-year-old son, Alain, were present for Thorn's installation but returned to Europe after the opening ceremony.

The 47-year-old Thorn won a reputation as a skilled mediator during seven years service as foreign minister when he participated in the construction of the European Economic Community. At several points when German and French representatives clashed over Common Market policy, he was credited with having engineered successful compromises.

Thorn added the prime ministership to his duties last year when his centrist Democratic Party upset the long reign of the conservative Christian Social Party. Although the opposition has criticized his acceptance of a post which will keep him in New York for nearly three months, he has promised to return home for any emergency. And the Luxembourg mission to the United Nations maintains an open line for constant communication.

Some U.N. officials and diplomats are hopeful that the brisk presidential pace will take some of the languor out of the world organization. Meetings here generally start at least a half-hour behind schedule and occasionally, as in the case of the Special Assembly which ended Tuesday, run four days late.

On the South African question, Thorn is expected to show more sympathy to Pretoria's white-supremacist government, although he warned a questioner not to « jump to the conclusion » that he would support its seating.

He was known in the European Council of Ministers as « Gaston the African » because he headed its committee on Africa and was instrumental in strengthening the community's relations with the newly independent African states.

Asked how much a president should let his feelings enter into the job, he made it clear that he favors the traditional approach.

« The contribution which I may make is perhaps that I have no nationalistic or personal contribution to offer », he said.

*

Un commentaire de Peter W. Fischer sous le titre « Mit Gaston Thorn setzt sich ein profilierter Europäer in den Präsidentensessel der UNO » a été repris dans de très nombreux journaux allemands. Nous reproduisons ici le commentaire en question :

Mit dem Luxemburgischen Ministerpräsidenten und Außenminister Gaston Thorn wird heute erstmals ein Regierungschef Präsident einer Vollversammlung der Vereinten Nationen. Wenngleich sein Land mit 357 000 Einwohnern beinahe noch zu den Ministaaten der Weltorganisation gehört, reicht der Einfluß des 47jährigen liberalen Politikers doch weit über die Grenzen des Großherzogtums hinaus. Thorn zählt zu den profilierten europäischen Staatsmännern. In der Europäischen Gemeinschaft ist er dienstältester Außenminister.

« Er dürfte ein hervorragender Präsident werden », meinte der deutsche UNO-Botschafter von Wechmar, der Thorn seit 20 Jahren kennt und « von seinem Verhandlungsgeschick, seiner diplomatischen und parlamentarischen Erfahrung sehr beeindruckt ist ». Im eigenen Land wird Thorn allerdings von der Opposition vorgeworfen, sich mehr um europäische und internationale Politik als um « Ländle » selbst zu kümmern. Daß er viele Hüte trägt, kann Thorn nicht leugnen. Als « Hansdampf in allen Gassen » ist er nicht nur Regierungschef und Außenminister, sondern auch noch Sportminister und Chef der Demokratischen Partei Luxemburgs, die sich mit der FDP — Scheel ist ein Duzfreund Thorns — vergleichen läßt.

Für das Amt des Vollversammlungspräsidenten ist Thorn dank langjähriger parlamentarischer und diplomatischer Praxis bestens gerüstet. Der gutaussehende Jurist spricht neben Deutsch und Französisch fließend Englisch. Er faßt das ihm bevorstehende Amt nicht als bloße Versammlungsleiterfunktion, sondern « politisch » auf. Die erste Prüfung seines taktischen Geschicks könnte ihm gleich zu Beginn der 30. Vollversammlung ins Haus stehen : dann nämlich, wenn die südafrikanische Regierung beschließen sollte, eine Delegation zur diesjährigen Vollversammlung zu schicken.

Im vergangenen Jahr hatte die Mehrheit der Vollversammlung die Beglaubigungsschreiben der südafrikanischen Diplomaten unter Hinweis auf die Rassen- und Namibia-Politik Pretorias zurückgewiesen und damit Südafrika von der Mitarbeit in der Vollversammlung ausgeschlossen. Thorn vertritt wie die übrigen acht Regierungschefs der EG die Auffassung, daß die Vollversammlung sich nach der UNO-Charta richten müsse und die Aufhebung oder Suspendierung der Mitgliedschaft eines Staates nur « auf Empfehlung » des Sicherheitsrates aussprechen könne. Als Vollversammlungspräsident hat Thorn in der Frage der südafrikanischen Teilnahme einen gewissen Entscheidungsspielraum, wenngleich dem Ple-

num das letzte Wort zusteht, falls eine Abstimmung über dieses Problem beantragt wird.

*

Il y a lieu d'ajouter ici que de nombreux autres commentaires de presse tels que « A capable, calm and thoroughly experienced diplomat, Thorn can be dependant on to president as objectively and fairly as possible », et « Thorn, an urban and skillful moderator », furent en outre consacrés au Président du Gouvernement luxembourgeois à l'occasion de son élection aux fonctions de Président de l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies.

Pour conclure, nous reproduisons encore une déclaration du Président Gaston Thorn, faite le 3 octobre à New York à l'occasion du dixième anniversaire de la visite du Pape Paul VI aux Nations Unies:

Déclaration du Président Gaston Thorn

Il y a dix ans, du haut de la noble tribune de l'Organisation des Nations Unies, Sa Sainteté le Pape déclarait la guerre à la guerre et dans un pathétique appel, implorait les nations de renoncer aux vaines dépenses de la course aux armements pour consacrer ces nouvelles ressources au développement des pays les plus pauvres et les plus déshérités de la terre.

Ce cri d'angoisse fut-il entendu ? En tant que Président de la Trentième Assemblée j'ai l'impérieux devoir de parler avec regret mais franchise : bien peu de réels progrès ont été faits par notre Organisation dans ce domaine. La cause profonde de cet immobilisme qu'est la méfiance, justifiée ou non, des états devant certaines conceptions agressives de l'histoire et du monde, n'a pas encore disparu.

Et pourtant, pour la première fois en une génération, voici venu, me semble-t-il, l'heure d'espérer. La grande marée du changement, qui s'est abattue sur notre époque a plongé les hommes dans la perplexité et le désarroi. Mais ils ont dû prendre conscience de la communauté de leur devenir et de la fatalité de leur interdépendance.

Aujourd'hui s'ouvre peut-être enfin cette ère de conciliation et de dialogue que Sa Sainteté le Pape avait appelé de ses vœux. Car dans les domaines de la sécurité militaire comme dans ceux du progrès économique, quel est l'état, aussi puissant qu'il puisse se croire, qui ne reculerait pas désormais devant les conséquences cataclysmiques d'un conflit.

Certes la bataille contre une misère insoutenable, la faim, l'ignorance, la maladie et cette autre maladie, le racisme, n'est pas gagnée. L'hommage qu'on rend en passant à la dignité de l'homme et au respect des droit de l'individu dissimule souvent mal le mépris dans lequel on les tient vraiment au nom des froides abstractions de la raison d'état.

Mais notre Organisation internationale, malgré les tempêtes, se rapproche toujours davantage du but recherché de l'universalité. Cent quarante et une nations, plus de 95 pour cent de l'humanité, en font aujourd'hui partie et ce, non par un quelconque accident de l'histoire, mais en raison d'une volonté politique déterminée d'asseoir les fondations de la vie internationale sur les bases les plus larges et les plus solides possibles.

Le moment est venu de cette « conversion » de l'homme, de cette transformation personnelle que Sa Sainteté dans sa haute sagesse, prédisait, il y a dix ans. L'heure de comprendre qu'il faut nous habituer « à penser l'homme d'une manière nouvelle et d'une manière nouvelle aussi la vie en commun des hommes » a sonné.